

A black and white photograph of a city street. In the foreground, a dark, knitted hat lies on the pavement, with three coins resting on it. The background shows a busy street with several people walking, a metal railing, and buildings with windows and balconies. A semi-transparent dark rectangle is overlaid on the middle of the image, containing the text "Dans l'ombre de nos rues" in white.

Dans  
l'ombre  
de nos  
rues

# Dans l'ombre de nos rues

Comment intégrer les SDF  
dans les hypercentres de nos villes françaises  
pour faciliter leur réinsertion ?

## Avant propos

Depuis que nous sommes sans nouvelle, des questions ne cessent de trotter dans ma tête : Que fait-il? Qu'est-il devenu? Comment vit-il? Par un enchaînement d'évènements, le phénomène de désocialisation s'est mis en place et nous avons, petit à petit, coupé tous liens avec lui. Une rupture difficile à vivre, aussi bien pour lui que pour nous.

Lui et nous... Une drôle de manière de résumer la situation qui, pourtant, est le schéma le plus représentatif de ce problème.

Cette expérience personnelle a développé en moi un fort intérêt envers les personnes en difficultés. C'est pourquoi j'ai décidé d'investir mes connaissances spatiales dans ce problème social.

## Sommaire

Introduction	p.9
<b>I) Éclaircissement du phénomène des sans-abris</b>	
1- Contexte historique	p.13
2- Le SDF	p.19
3- L'image des SDF véhiculée par les médias : une dualité avec la réalité	p.29
<b>II) Les personnes sans abris dans l'espace urbain</b>	
1- Une appropriation spatiale à travers l'espace public de la ville	p.37
2- Des «coins refuges»?	p.44
<b>III) Un espace partagé</b>	
1- Les relations entre SDF et citadins	p.51
2- La manche	p.56
3- Assistance	p.60
Conclusion	p.69
Remerciements	p.73
Annexes	p.79
Bibliographie	p.81
Résumé	p.91

## Introduction

Quotidiennement nous pratiquons l'espace public sans, pour autant, prêter attention à ce qui nous entoure. Dans ces espaces ignorés, nous pouvons apercevoir une facette troublante de notre société : les « sans domicile fixe ». Cette population d'exclus investit l'espace public en bousculant les usages des citoyens. À travers ces transgressions ils cherchent à se créer un espace privé, un lieu dans lequel ils peuvent se créer une identité, un chez eux. Par quels moyens arrivent-ils à se définir personnellement ? Quels stratagèmes mettent-ils en œuvre ? En agissant ainsi ils participent à la construction de nos paysages urbains. Cependant, ces différentes pratiques suscitent bien des réactions houleuses. En effet, l'espace public est par définition, un espace à caractère neutre n'appartenant à personne et paradoxalement à la communauté. Les espaces qu'ils investissent ne sont donc pas seulement les leurs. Nous pouvons, par conséquent nous demander si l'espace public est appropriable. Quelles questions cela met-il en jeu ? Nous cohabitons au sein de ces mêmes espaces et nous nous devons de trouver des solutions viables, pour apaiser le malaise et la distanciation qu'il existe actuellement entre les SDF et les habitants, personnes incluses dans la société. Cette précarité visible impacte nos comportements et la notre pratique de l'espace public, tout en imposant un climat d'embarras, de peur, et d'inconfort pour tous.

Pourquoi, aujourd'hui, sommes nous confrontés à tant de personnes se trouvant dans une situation précaire ? En France, plus de 3,6 millions de personnes sont mal logées ou vivent dans la rue. Le chiffre exact de cette situation ainsi que sa caractérisation restent difficiles à évaluer en raison du caractère nomade de cette population et de l'absence d'outils statistiques appropriés.

De plus, la crise du logement par ses difficultés d'accès, la raréfaction de l'offre et la crise économique de 2008 ont conduit à une importante défaillance de notre système

qui ne cesse de s'accroître depuis vingt ans maintenant. Au cours des années, de nombreux organismes ont été mis en place, notamment dans les hypercentres et périphéries des villes, par exemple des structures sociales faisant office d'accueil de jour ou de nuit ainsi que des actions sociales. Effectivement, les SDF investissent particulièrement ces espaces à cause des diverses ressources qui leurs sont proposées. Mais cela ne semble pas suffire pour répondre aux besoins des personnes subissant une exclusion sociale. Il nous est en effet possible, par une observation de la ville moins « superficielle », d'apercevoir encore un très grand nombre d'entre eux, errer quotidiennement ou faire la manche. Les errants sont des aventuriers (de l'autodestruction) qui sont à la quête de plaisir et d'une certaine liberté. Elle leur permet d'échapper à leur quotidien tout en expriment leur mécontentement face à la norme de notre société. Ils questionnent la place que leur réserve la société tout en cherchant, à travers ces comportements, un sens à leur vie et un statut sociale individuel que l'école, la famille ou tout simplement la société n'ont pas réussi à leur proposer. Cette errance n'est finalement que le reflet d'une prise de décision autonome qui leur permettant de revendiquer un choix de vie. Comment le SDF questionne-t-il notre rapport à l'espace urbain? De quoi est-il révélateur? Comment ces personnes arrivent-elles à rendre possible l'appropriation de l'espace public? Actuellement, par quels moyens réussissons nous à inclure ce type de population au sein de nos hypercentres? Il est crucial d'apporter des solutions nouvelles répondant à ce problème grandissant, en conservant une certaine éthique pour la construction de nos sociétés modernes. Nous sommes dans une démocratie qui doit garantir l'égalité entre tous ses citoyens. La constitution est censée garantir un emploi et un logement à toutes personnes vivant sur le territoire français. Les valeurs d'égalité et de fraternité que prône notre république peuvent donc être ré-examinées au vu de la situation actuelle. Pour cela, nous définirons le phénomène de sans domicile fixe à travers le contexte historique et social de notre société,

tout en éclaircissant le procédé de disqualification sociale dont ils sont victimes ainsi que l'importance des médias vis à vis de ce problème. Par la suite, nous analyserons l'espace urbain face aux sans-domicile fixe en observant les différents usages qu'ils en font ainsi que l'impact que ceux-ci engendrent face à la ville et aux citoyens. Puis, nous soulèverons le problème de co-habitation entre les SDF, les citoyens, et la ville et étudierons dès lors les solutions mises en place, en mettant en évidence leurs qualités et leur inconvénients.



«La crise rend les riches plus riches et les pauvres plus pauvres»

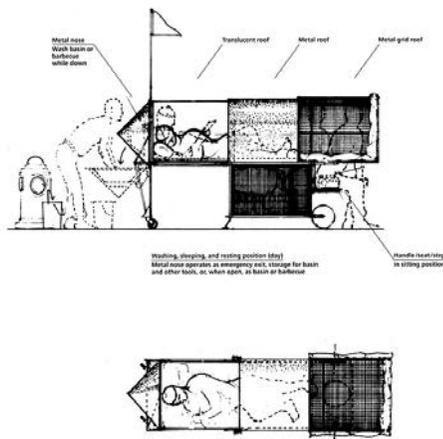
Coluche, *Le chômeur* (1986)

## 1) Eclaircissement du phénomène des sans-abris

### 1) Contexte historique

Au cours des années 1960-1970, la société est en plein développement. Le chômage est moindre, la croissance économique est fulgurante et les inégalités causées par la guerre ne cessent de s'amoinrir. La France, satisfaite de combler le fossé qui s'était creusé depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle avec le niveau de vie des Etats-Unis, fait face avec désillusion à la pauvreté résiduelle. Les pauvres, à cette période, ne sont que minoritaires et ne sont pas alors le sujet de grandes préoccupations. Certains artistes designer vont d'ailleurs tenter, à l'aide de leurs créations, de dénoncer le manque de visibilité des sans-abris au sein des villes. Nous pouvons notamment citer Krystof Wodickzo qui a déclenché une grande polémique à New York avec son projet *Homeless Vehicle*. Ce designer, diplômé de l'Université de Design de l'Académie des Beaux Arts de Varsovie en 1968, témoigne d'un engagement social affirmé et assumé à travers ses œuvres. Pour cela, il intervient surtout dans l'espace public pour détourner et dénoncer l'opinion commune. L'ensemble de ses productions remet en question la classe dominante tout en s'intéressant aux droits humains. Il tente ainsi de donner une voix aux marginaux et aux victimes abusées de la société.

*Homeless Vehicle* est une œuvre appartenant au contexte des sociétés post-modernes. Durant cette période, les artistes introduisent une valeur critique dans leurs projets. Ici, Wodickzo souhaite apporter le pouvoir d'une présence publique aux SDF ainsi que leur droit à la parole, à l'existence et à la survie. Ce véhicule à pousser est largement critiquable quant à la solution qu'il propose pour améliorer le mode de vie des SDF. En effet, il est une extension du caddie de supermarché sur lequel sont



greffés des éléments fonctionnels. L'objet se déploie pour offrir un panel de fonctionnalités du quotidien comme par exemple dormir, se laver, stocker ses affaires, se protéger des regards et des agressions, se déplacer...

Cette solution de design donne donc, au premier abord, une réponse fonctionnelle et absurde à une situation qui manifeste une faille de la société moderne puisqu'elle n'est absolument pas

éthique. Mais ce véhicule n'a pas été conçu dans le but de solutionner le problème des sans abris. Il est plutôt un objet dénonciateur de cette situation préoccupante.

Homeless Vehicle stigmatise volontairement la condition de vie des SDF en la rendant visible par tous dans l'espace public. Il s'oppose à leur transparence en mettant en évidence leurs différents moments de vie, leurs déplacements et leurs habitudes. Cet objet s'adresse donc directement aux citoyens en les forçant à une prise de conscience sociale face au problème grandissant des SDF. De plus, Krystof Wodickzo a également axé sa réflexion sur un dispositif mobile permettant aux SDF de déambuler dans la ville montrant ainsi de manière plus large et aléatoire l'importance du problème. Il a d'ailleurs donné la possibilité à plusieurs SDF de New York de tester l'efficacité de cette création. En effet, cette ville bâtie sur un plan orthogonal, propose une solution de déplacement linéaire et fastidieuse. Les citoyens sont alors contraints et forcés de croiser, à un moment ou à un autre, ce chariot et donc, de prendre conscience du nombre de SDF qui les entoure quotidiennement. Car, accompagné de leur chariot et des stigmates qu'il accomode, ils deviennent

reconnaissables et donc visibles. Grâce à cette mise en pratique de *Homeless Vehicle*, une forte prise de conscience face aux problèmes des SDF a eu lieu. En effet, ce chariot aménagé à la forme futuriste et remarquable, provoqua alors un scandale médiatique. Krystof Wodickzo a donc su, à l'époque, pointer du doigt tel un précurseur, un problème naissant tout en critiquant subtilement le manque de capacité de ces nouvelles sociétés modernes à solutionner les maux humains par la maîtrise des techniques. En effet, la forme futuriste de son prototype, ainsi que la structure en aluminium font directement échos au développement industriel que connaissaient les villes lors des années 1970 et marquent ainsi le paradoxe qui était en train de s'y opérer.



Très vite lors des années 1980, notre société porte les répercussions de son fondement sociétal. La raréfaction de l'emploi se fait sentir et le problème de pauvreté qui, autrefois était résiduel devient un problème conjoncturel. Plusieurs problèmes sociétaux apparaissent alors simultanément : la dégradation du marché de l'emploi entraîne une croissance du chômage qui devient de plus en plus long. Un affaiblissement des liens sociaux semble survenir dans le fonctionnement de notre société par une augmentation des ruptures de liens conjugaux ainsi qu'un déclin de solidarité entre classes sociales et de proximité. Ces nouveaux pauvres, victimes de la conjoncture économique, imposent donc de nouvelles questions sociales. Il devient nécessaire de se soucier de leur situation. Les répercussions de notre modèle économique prouvent aux citoyens la limite de son fonctionnement. Certains vont s'en détacher et devenir des marginaux, des personnes cherchant une vie meilleure à travers un autre mode de vie qui n'est pas majoritaire.

L'État anticipe donc le risque de révolte, qu'encourt la société à cette époque, en portant de l'intérêt à ces individus et en mettant en place de nouveaux systèmes économiques ayant pour but de les aider à se raccorder à la communauté. En 1988 l'État met en place le revenu minimum d'insertion (RMI) qui deviendra, par la suite, le revenu de solidarité active (RSA). Cette aide financière est versée par les caisses d'allocations familiales ou la mutualité sociale agricole aux personnes sans ressources ou ayant des ressources inférieures à un plafond fixé par décret. Un peu moins de 10 ans après, d'autres décisions sont prises : en 1994, l'État supprime le délit de mendicité et la brigade d'assistance d'aide aux personnes sans-abris (BAPSA) ne peut plus emmener de force les errants urbains. Cela témoigne de l'augmentation du problème et du nouvel intérêt que lui porte notre société.

En parallèle le samu social est créé. Il permet d'améliorer la prise en charge des sans-abris avec, par exemple, la mise en place des maraudes, des centres d'hébergement d'urgence, des centres d'accueil de jour,

des lits infirmiers... À côté de ces aides se créent diverses associations comme par exemple Emmaüs ou le Secours Catholique dans le but d'offrir un toit aux plus démunis sur une période plus conséquente que ne peuvent le proposer les centres hospitaliers universitaires (CHU) qui prennent en charge les individus seulement le temps d'une nuit.

Toutes ces questions relatives aux SDF sont aujourd'hui au cœur des préoccupations politiques et sociales dans la plupart des pays européens. La Méthode Ouverte de Coordination Européenne (MOC) est un mode de coordination non contraignant des politiques publiques des différents États membres de l'Union Européenne. Il s'applique dans des domaines qui relèvent essentiellement de la compétence des États comme notamment la protection sociale. Elle comporte un volet aidant la coordination entre les différents États pour lutter contre l'exclusion sociale. Pour cela, chacun d'entre eux produit un plan national d'inclusion basé sur des objectifs généraux très larges. Ce type d'initiatives prouvent l'intérêt grandissant et commun qu'engendre le phénomène de sans domicile fixe. En effet, les sans-abris deviennent, par l'ampleur du phénomène, une des formes les plus graves de pauvreté et d'exclusion sociale. D'après l'INSEE (Institut National de Statistiques et des Études Économiques) le nombre de SDF aurait augmenté de 44% en 11 ans. Mais ce chiffre n'est pas représentatif du réel nombre qu'ils sont car leurs statistiques s'appuient sur le nombre de personnes côtoyant les structures d'hébergement. Toutes les autres qui, durant cette période de recensement dorment dans la rue, dans des abris de fortune, des cages d'escaliers ou qui pratiquent les espaces ruraux, ne sont pas pris en compte. Pouvons-nous donc estimer que ce nombre énoncé par l'INSEE revient à saisir réellement le chiffre de SDF en France? Ce phénomène n'est-il pas encore plus important que ce que laisse paraître l'information publique?

Heureusement d'après les chiffres, qui restent malgré tout un point d'appui fort quant au problème, 90% d'entre eux seraient hébergés temporairement par des associations, des foyers, des centres d'hébergement ou des hôtels

sociaux. Seulement 10% seraient quotidiennement à la rue. Certes ces personnes ont donc un endroit pour dormir le soir. Mais que deviennent-elles dans la journée? Ces aides leur suffisent-elles pour se réinsérer dans la société? Ce phénomène connaît de plus en plus d'ampleur chaque année et touche dorénavant des personnes ayant bénéficié des conditions de construction de soi favorable à une vie stable. Ceci n'est-il pas la preuve d'un dysfonctionnement dans notre système? Les SDF sont-ils le miroir de notre société? Effectivement, notre société se construit par et à travers ses marges. Elles servent les limites de son fonctionnement car tout le monde ne peut pas correspondre au conditionnement qu'elle nous impose. Questionner les personnes en marge de notre société ne revient-il donc pas à questionner la société dans ses capacités d'intégration?

Cette population, qui porte le poids d'enjeux sociétaux graves, devient de plus en plus visible au sein de nos espaces publics et notamment dans les hypercentres de nos villes. Les fonctions économiques, culturelles, sociales et politiques qu'ils regroupent attirent les démunis qui y trouvent diverses ressources pour vivre ou survivre. Ainsi, par sa pratique de l'espace, sa présence et sa visibilité quotidienne elle représente un désordre, une gêne dans nos villes. Elle révèle la crainte du non-conventionnel que redoute notre société formatée et normée. Mais qui sont réellement les SDF? Comment en arrivent-ils à vivre dans de telles conditions?

## 2) Le SDF

Tout d'abord, intéressons nous au sens du sigle «SDF». Aujourd'hui ce diminutif est employé couramment et recouvre, pour l'opinion publique, une qualification d'individus touchant de manière très généralisatrice une population dépourvue de domicile personnel. Il est alors important d'éclaircir sa définition. Les lettres S.D.F. signifient «Sans Domicile Fixe» mais cela est bien trop restrictif en vu de l'ampleur du problème. En effet, la préposition «sans» n'est que très peu pertinente puisqu'elle n'aborde pas les nuances possibles quant aux conditions de vie de ces personnes. La question de la fixité est à questionner car, le sens de ces trois lettres masque la complexité du phénomène en le réduisant à un problème technique et matériel. Redéfinissons donc les Sans Domicile Fixe en s'appuyant sur les propos de Patrick GABORIAU tenus en 1999. Cet ethnologue les qualifie de «*personnes à la rue en disant qu'elles n'ont pas d'espace privé reconnu ou qu'elles vivent en situation de précarité sur les lieux publics*»<sup>1</sup>. Il est également important de souligner l'impact psychologique qu'engendre ce genre de situations pour expliquer la différenciation comportementale qui les caractérise.

Cette confusion de sens ainsi que la définition partielle que comporte ce sigle, est simplement le reflet de la place et de l'intérêt que nous portons aux SDF au sein de nos sociétés modernes. Durant les siècles précédents, ce phénomène n'a cessé d'être questionné différemment tout en étant représenté par différentes terminologies qui représentaient la place et le rôle de ces individus au sein des différentes sociétés. En effet, autrefois, les personnes nomades ayant une situation précaire étaient appelées les vagabonds. Ces individus étaient, à l'époque, le symbole de tous les dangers. Ils portaient l'image de personnes sales, bruyantes, qui se laissent aller. Puis, lorsque la révolution industrielle a eu lieu, cette population s'est sédentarisée dans les villes. Nous les avons ainsi qualifiés de «clochards». Ce terme se référerait aux cloches annonçant

1. Gaboriau P.  
1999  
«Réflexions sur  
le problème des  
sans logis»,  
Le nouveau  
Mascaret, 55  
Cité dans *Les  
SDF et la ville* de  
Djemila Zeneidi-  
Henry

la fin des halles et donc, à l'autorisation de récupérer les invendus des marchés. Il se peut également que cette appellation fasse référence au temps où l'on faisait appel aux mendiants pour sonner les cloches des églises moyennant, bien évidemment, une rémunération. Nous pouvons d'ailleurs constater qu'à cette époque, les pauvres avaient un certain rôle dans la société puisqu'ils ont donné place à la biffe qui persiste encore aujourd'hui. Cette communauté autonome et active dans la récupération et revente d'objets assure aux biffins le développement de son capital social et professionnel tout en contribuant



à l'économie des villes en ne pesant ni sur les services sociaux ni sur la planète. En France, l'activité de la biffe n'est que très peu présente. Seul Paris tolère ce type de pratique dans un quartier défini. Mais, dans d'autres pays comme l'Angleterre ou les États-Unis, beaucoup de personnes sont considérés comme des biffins dont surtout, les SDF. Un concours de design à but non lucratif nommé *Shelter in a cart*<sup>1</sup>, a d'ailleurs été lancé durant l'été 2008 pour solutionner un problème hygiénique que soulève cette pratique. Plus de 4247 designers de 95 pays différents y ont participé. La consigne était de concevoir un panier pouvant fournir un abri et une zone de stockage pour les affaires personnelles des SDF en se concentrant sur la base formelle du chariot de commerce. En effet, l'avantage de cette contrainte permet de proposer des solutions à moindres coûts. Les projets pourraient ainsi être conçus à partir du même modèle de moules que les caddies ordinaires que nous rencontrons dans nos centres commerciaux ce qui réduirait amplement le prix de leur fabrication. À travers leur réflexion, les designer se devaient d'améliorer les conditions d'hygiène des SDF en séparant, par exemple, la zone réservée à la récolte des déchets et l'espace de couchage tout en travaillant la mobilité des charriots pour leur faciliter les déplacements. Ce genre d'initiative est importante de nos jours puisque la biffe est une activité économique et sociale qui permet le maintien de plusieurs individus hors des conditions de vie très précaires des SDF. Or, comme le nombre de personnes en situation précaire ne cesse d'augmenter, l'activité de la biffe peut-être, par l'avenir, une solution viable pour maintenir un certain équilibre inclusif envers les personnes en instabilité financière. Aujourd'hui, la population des sans domicile fixe est très hétérogène. Certains individus sont Français ou étrangers, chômeurs ou travailleurs et peuvent-être, dorénavant, très jeunes. Effectivement il est courant, lors de l'adolescence, de chercher à vivre des expériences pour se tester, observer nos limites afin de vivre une aventure nouvelle pour paraître à la mode et se fondre dans la masse. La

<sup>1</sup> Cf. : Voir annexes

rue est un espace très attirant pour ces jeunes ressentant le besoin de « s'évader ». Pour eux, elle est l'image même de l'école de la vie. Cet espace de « libertés », de contre-norme, contre-culture est un fort référent identitaire. Malheureusement, ce type d'expérience peut très vite déraper et les entraîner dans un cercle vicieux à cause, notamment, de la drogue, de l'alcool et des conditions de vie difficiles à supporter. Tous ces risques encourus et subis par le corps et l'individu lui-même, entraînent un taux de mortalité bien plus élevé que la norme.

Initialement ce phénomène touchait beaucoup plus les hommes que les femmes bien que cela soit en train de changer. Il est vrai que nous pouvons observer, par les différents statuts sociaux homme-femme, une répartition genrée de l'espace public. En effet autrefois la femme était au foyer. Elle se devait de prendre soin de sa famille, de son lieu de vie pour entretenir et apporter des conditions de développement favorable à son entourage. Cette caractéristique viscérale, marquée par son instinct maternel, influence toujours autant l'usage et les apparitions publiques que celle-ci effectue dans les rues et ce, même si elle connaît bien plus de libertés qu'autrefois. C'est pourquoi nous observons moins de femmes SDF dans la rue que d'hommes car celles-ci s'orientent dans les centres d'accueils et d'hébergements pour protéger leurs enfants ainsi qu'elles mêmes des conditions de vie extrêmement précaires qu'inflige la vie dans la rue. D'ailleurs les institutions sociales sont plus ouvertes et accessibles aux femmes. Celles-ci sont prioritaires et trouvent plus rapidement et facilement des places au sein de ces structures d'aide. De plus, elles représentent le sexe faible, la fragilité, la vulnérabilité. Cette distinction explique peut-être le favoritisme envers les femmes qu'effectuent les structures sociales. Pouvons nous considérer que l'aide dont-elles bénéficient est une forme de solidarité injuste pour les hommes?

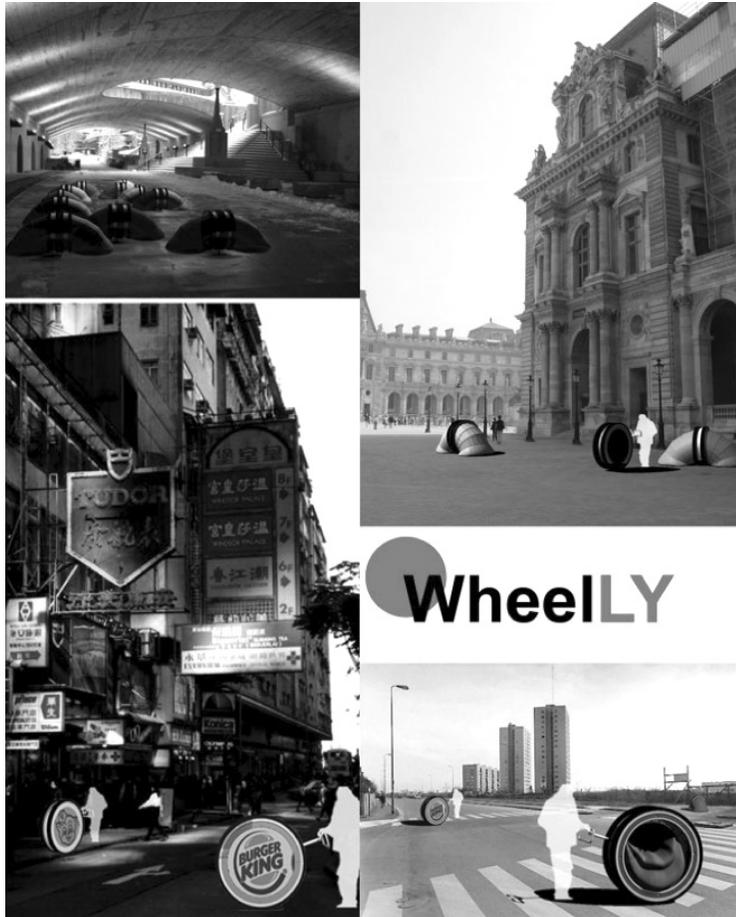
De plus, les SDF sont généralement nomades puisqu'ils n'ont pas de domicile fixe et que par conséquent, ils se déplacent fréquemment. Ce déracinement géographique

et cette errance sont dus à une vie initiale sans attache puisque beaucoup d'entre eux ont une instabilité sociale très marquée dès leur plus jeune âge. Ces déplacements, ces nouveaux départs sont pour eux, une chance de changer de vie, de repartir à zéro dans l'espoir cette fois-ci, d'atteindre leurs idéaux de vie. L'identité des SDF se construit donc par les différents espaces qu'ils occupent.

Le groupe Zo-Loft, créé en 2005 à Rome, est une entreprise qui allie le design produit, d'espace et de communication visuelle dans des recherches innovantes pour bousculer les mœurs de nos sociétés. Elle expérimente et innove sur des sujets sociétaux en prenant en considération l'environnement et l'éthique à travers chacun de ses projets. C'est notamment le cas pour son projet *WheelLY*. Cet objet usuel vient apporter une solution de design pour les SDF et les populations nomades. Cette roue représente, symboliquement, la mallette de l'homme d'affaire, le sac à main d'une passante, la valise d'un touriste etc. Leur but étant ici, d'attribuer un statut social aux SDF par un objet visible et fonctionnel. La roue est composée d'un cadre interne ponctué par des séquences de trous permettant d'y accrocher un sac en tissu faisant office de sac à stockage. Les utilisateurs peuvent y glisser toutes leurs affaires personnelles sans risquer de les perdre ou de les abîmer. Le cadre en aluminium qui roule est lui, agrémenté de bandes en caoutchouc pour mieux pratiquer le sol ainsi que d'une poignée permettant de pousser la structure ou de la freiner lorsque l'on va la déplier. En effet, au sein de cette roue, deux toiles en résines polyester sont extensibles laissant apparaître deux tentes. Les ouvertures de celles-ci sont modulables et offrent la possibilité de les exploiter de différentes manières (siège, sac, lit...).

Il est également envisageable de relier





les différents tunnels entre eux pour ainsi créer une communauté, un rassemblement d'individus permettant de lutter contre l'individualisme que connaît chaque personne désocialisée. Ce détail technique est important à considérer. Effectivement, la majeure partie des objets designés conçus ne proposent pas des solutions de logement et de survie communautaire. Or, la question du lien social, du relationnel entre ces personnes et les autres est importante à considérer puisqu'elle fait partie du processus de réinsertion. Les designers de ce projet ont également pensé au financement de leur structure. Ils souhaitent que celui-ci soit solidaire en fonctionnant sur une base de parrainage publicitaire. La roue, une fois repliée pourrait porter et exhiber le logo de l'entreprise ayant participé à sa création. Cette solution financière est donc un très bon moyen pour fournir un « habitat » temporaire aux SDF car chacun y trouve un avantage. Les entreprises, sponsorisant les *WheelLY*, s'offrent une image morale tout en se faisant gratuitement et efficacement de la publicité puisque les sans-abris déambulent à travers différentes villes en exhibant leurs logos.

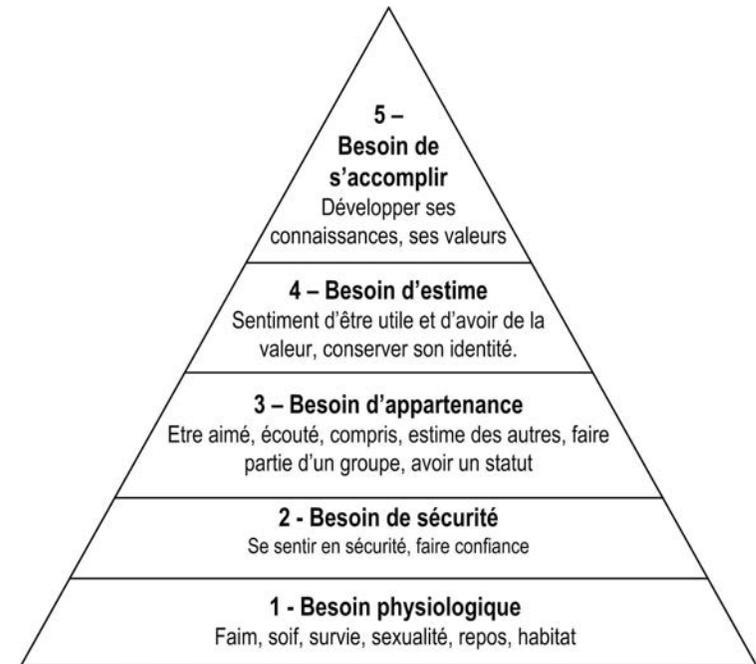
D'ailleurs, comment les sans domicile fixe choisissent-ils les villes? Ces individus sont généralement mal intégrés socialement dans les villes qu'ils occupent sans forcément être désocialisés entre eux. Effectivement, un réseau d'informations se crée entre les SDF. Ils partagent entre eux leurs différentes expériences vécues au sein de leur ancienne ville d'habitation. Ce réseau leur offre la possibilité de connaître les différentes capacités hospitalières et donc de choisir, selon leur situation et besoins actuels, la ville vers laquelle ils vont s'orienter. Ces critères sont généralement axés en fonction du climat, de la présence des autorités publiques, du nombre et de la qualité des associations, des ressources alimentaires mais également des possibilités qu'offre l'espace urbain en matière d'abris, ainsi que le taux de chômage de la ville. Ironiquement, leurs points de références sont liés à la logique institutionnelle à laquelle ces personnes ont du mal à se soumettre. Ceci peut-il être une preuve de leur

appartenance à notre institution? Est-ce un gage d'espoir quant à la possible réinsertion de ces individus plus ou moins désocialisés? Quels facteurs transforment ces individus et les empêchent de se rattacher au fonctionnement de notre système? Comment pouvons-nous en arriver à une distinction si importante entre eux, exclus, et nous, individus inclus? Les mécanismes de l'exclusion sont-ils inhérents au système de notre société ou ne se trouvent-ils pas dans la logique de fragilité des individus? En effet, les SDF subissent une disqualification sociale importante qui les empêche de se rattacher à notre société. Cela peut être, comme l'exprime Bourdieu, le fruit d'un « *héritage des inégalités* »<sup>1</sup>. Les personnes se construisant à travers une cellule familiale fragilisée, et des origines modestes, sont plus susceptibles de bâtir une vie instable voire même, de reproduire certaines erreurs qu'elles auraient pu subir durant leur enfance. Cet héritage impacte la stabilité et le mode de vie qu'elles pratiquent notamment dans leur vie sentimentale. Ceci entraîne donc la solitude qui est l'un des premiers facteurs participant à la disqualification sociale. La suite est un enchaînement d'événements négatifs : licenciement, chômage, instabilité financière, problèmes relationnels avec la famille ou le conjoint... Or, reconstruire sa vie n'est pas toujours possible ou facile. Très fréquemment, la précarité vitale entraîne une forte instabilité sociale. Et malheureusement, beaucoup d'individus plongent dans l'alcool ou la drogue en espérant y trouver un certain réconfort. C'est ainsi que commence à s'installer le cercle vicieux de la disqualification sociale. Sombrier dans la drogue ou l'alcool est une entrée en matière à la marginalité puisque ces drogues impactent nos comportements et attisent l'incompréhension de notre entourage pour nous mener à une solitude quasiment totale.

Effectivement, d'après l'INSEE, 61 % des SDF auraient des comportements déviants. Suite à ces enchaînements d'événements, beaucoup d'entre eux se retrouvent confrontés à un mode de vie sans domicile fixe où il semble très difficile de ne pas se perdre en chemin à cause

1 Bourdieu  
P., 1993  
*La misère du monde*,  
Paris, Seuil  
cité dans *Les SDF et la ville* de  
Djemila Zeneidi-  
Henry

des drogues dont ils font usage pour échapper quelques instants, à la difficulté quotidienne de leur vie. Comment réussir à vivre convenablement en ne possédant pas de lieu de vie fixe?



Les déplacements incessants, les vols, les ballotages entre les différentes structures sociales entraînent une perte de repères, de vêtements, de souvenirs, d'identité. Les papiers administratifs sont nécessaires à ces individus pour se réinsérer dans notre société et conserver une place équivalente à la nôtre. Mais les démarches qu'ils doivent accomplir sont très longues et fastidieuses. Car, il est vrai que le fonctionnement même de notre système administratif peut-être comparé à un mille-feuille. Comment ces personnes, en situation précaire, ne peuvent-elles pas se décourager alors que nous même, qui n'avons guère de préoccupations vitales et qui sommes en pleine santé physique et mentale, abandonnons parfois la démarche que nous sommes en train d'effectuer?

Cette barrière de papiers identitaires et administratifs ainsi que la disqualification sociale qu'ils subissent, rendent ces individus marginaux et les exclu de la société. Nous les considérons alors comme responsables de leur situation et générateurs de désordre et d'insécurité au sein de nos villes. Tout ceci influe sur notre perception de ces individus et donc, sur nos comportements avec eux qui peuvent tendre à une ignorance plus ou moins importante. Cependant, comme le dit Serge PAUGAM « *La reconnaissance par les autres est un facteur essentiel du processus de réinsertion* »<sup>1</sup>. Alors pourquoi nous comportons-nous de la sorte? Comment en arrivons nous à pratiquement tous ignorer cette population qui, nous le savons, a besoin de reconnaissance et de respect pour s'en sortir? L'information publique n'est-elle pas responsable de ce comportement et de cette opinion publique face aux SDF?

1. Serge Paugam  
*La disqualification sociale* p. 137

3) L'image des SDF véhiculée par les médias :  
une dualité avec la réalité

Les médias, qui diffusent des informations à l'échelle mondiale, jouent un rôle important dans les représentations sociales. À travers le sujet des sans domicile fixe, les supports de communication construisent et véhiculent des images magnifiées, spectaculaires ou caricaturées des SDF. Cette tendance est autant le fait des acteurs de la prise en charge, notamment des associations, que des journalistes. En effet, prenons par exemple la dernière campagne publicitaire de l'armée du salut (hiver 2014). Cette campagne publicitaire, menée par l'agence parisienne Young & Rubicam sensibilise les citoyens aux problèmes des SDF en privilégiant la dimension spectaculaire de leur situation.



Les affiches illustrent des rues gangrenées par la misère sociale en n'hésitant pas à montrer des personnes couchées à même le sol en y ajoutant en toutes lettres, en plein milieu des visuels, un slogan mobilisateur faisant référence à la guerre.

Par ce traitement de l'information, ils orientent notre regard sur les sans-abri et homogénéisent les différents parcours des SDF en nous laissant croire que nous nous comportons comme des criminels et que les individus à la rue sont des cadavres en devenir.

Comme le prouve cette campagne publicitaire, la médiatisation des SDF est celle du vrai pauvre endossant l'image stéréotypée du clochard, de la personne fortement désocialisée, sale, usée par l'alcool et la drogue. Effectivement, où sont passés les jeunes ou les familles qui sont dans une certaine précarité menant généralement à la situation de SDF? C'est face à ces stéréotypes que se bat la Fondation de l'Abbé Pierre avec leur dernière campagne de sensibilisation « *En CDI et SDF* ».



Ils rappellent ainsi à tout le monde l'ampleur que prend ce phénomène et donc la nécessité de réagir. Toutefois, en associant ce phénomène avec la crise économique de 2008, l'importance de cette situation développe une forte peur sociale qui rend une identification possible entre citoyens inclus et SDF en rapport avec la peur d'un déclassement social. En effet, le risque d'une dégradation sociale effraie. La crainte d'une perte de son confort de vie, du changement de regard que portent les autres à notre égard ainsi que le sentiment d'impuissance face à notre situation est de plus en plus connu et ressenti par tous en vue de la présence intense des SDF dans nos espaces publics.

En divulguant ces images stigmatisées de la misère, les médias attisent donc ces sentiments que l'on crée vis-à-vis des personnes en précarité, puisque notre société actuelle privilégie l'image et l'apparence, et cette « anormalité » effraie. Notre comportement ignorant face à cette population est donc influencé par la vulgarisation du problème et les stigmates que nous donnent à voir les médias. Quelles images retenons-nous d'eux? Celle d'individus déchets? De cadavres en devenir? De victimes des grands froids? Par cette médiatisation, la population est bien consciente de l'existence de ce problème mais n'est-il pas trop simplifié? Nous donne-t-on réellement à voir la base du problème?

De plus, la médiatisation des sans-abri rend ce problème saisonnier car ce sujet prend une place importante dans l'information durant la période hivernale. Effectivement, nous subissons nous aussi le froid ce qui nous permet de mieux comprendre leur situation. Nous souhaitons alors leur venir d'avantage en aide. Michael Rakowitz, un artiste des années 1990 propose une solution d'habitat mobile pour les SDF en exploitant directement l'énergie rejetée par nos villes permettant ainsi de solutionner le problème du froid.

En effet, ayant lui même connu la vie dans la rue, il discerne amplement la difficulté de vivre dans de telles conditions et propose donc une solution viable vis-à-vis



des besoins des sans-abri. À l'époque, les SDF, durant les périodes froides, s'approprièrent l'espace que dessinent les bouches de chauffages des maisons et bâtiments commerciaux pour bénéficier de la chaleur que celles-ci dégageaient. Au cours des années, les villes ont mis en place des dispositifs verticaux rendant leur accès plus compliqué. C'est grâce à ces interventions humaines qu'est née l'idée de Michael Rakowitz. Son but était de créer une structure se gonflant à l'aide de cet air inexploité pour offrir, aux personnes de la rue, un espace chaud et sécurisant tout en profitant d'une énergie gaspillée. L'air rejeté par les climatiseurs devient le matériau principal de cet habitat nomade puisqu'il traverse l'enveloppe plastique de la structure pour la gonfler et ainsi la rendre accessible. L'ingéniosité de ré-exploiter des sacs plastiques devenant déchet permet également à la structure d'être réalisée à des moindres coûts. De plus, il est facile de ranger l'abri dans un sac pour le transporter sans difficulté. Effectivement celui-ci, une fois dégonflé,

peut se contenir dans un étui à peine plus grand qu'un gros sac de course. Ainsi, il est intéressant pour les SDF d'utiliser cette structure gonflable puisqu'il peut se greffer dans n'importe quel espace tout en se transportant facilement et en apportant un espace privé chaud. De plus, l'artiste a décidé d'installer deux hauteurs de hublot pour permettre à la personne l'utilisant d'observer, et ce peu importe sa position (assise ou couchée), les personnes rodant aux alentours de son lieu de résidence évitant ainsi les préoccupations d'ordre sécuritaire. Il est également intéressant de préciser que ce projet a été, par la suite, testé au sein des rues de Boston grâce à une collaboration entre la ville elle-même



et l'artiste. Ceci lui a permis de faire avancer la technicité de son projet en prenant réellement conscience de ce qui fonctionnait ou non. Le tout, en dénonçant officiellement, par l'aspect parasitaire de la structure, les circonstances de vie des sans-abris dans les villes mais également le nombre qu'ils sont faisant ainsi prendre conscience aux citoyens de l'importance de ce problème. En effet, suite à la mise en pratique de la structure dans l'espace public, beaucoup d'entre-eux se questionnaient en imaginant leur ville et leur maison englouties par ces campements parasitant les façades urbaines et les trottoirs. Il est donc important de clarifier qu'ici, Michael Rakowitz ne propose pas une solution de logement permanent aux SDF mais simplement une création artistique revendiquant une condition sociale défavorisée tout en améliorant, pour certains, leurs conditions de vie hivernale tout en innovant techniquement.

Mais, croire qu'être SDF est plus compliqué en hiver qu'en été n'est qu'illusoire. La société minimise-t-elle volontairement ce phénomène? Comme le dit si bien Lydia Perral « ils s'apitoient sur le sort des SDF en hiver parce qu'il fait froid et que cela les touche, les émeut, les

1. Lydia Perral  
*J'ai 20 ans et je  
couche dehors*  
p. 80

*culpabilisent. Parce qu' eux aussi ont froid et que pour une fois, ils partagent nos malheurs... Comme s'il y avait une saison pour être SDF, nous on est à la mode en hiver»<sup>1</sup>.*

En médiatisant ainsi la misère, les citoyens expriment de la compassion, de la pitié, de l'ignorance voire du dégoût vis-à-vis de cette population. La surmédiatisation participe ainsi à une identification injustifiée qui inquiète les citoyens et force l'État à prendre des décisions car la mauvaise conscience tarabuste les autorités politiques. Ceux-ci mobilisent donc des fonds pour remédier à ce problème. Les institutions sociales mises en place ou les applications de lois nouvelles sont des solutions d'urgence qui ne prennent pas le problème à sa base. Cette politique d'urgence est-elle l'explication à la non résolution au problème?



«Autant l'optimisme béat, c'est-à-dire inactif, est une sottise, autant l'optimisme compagnon de l'effort, [...] est légitime»

Léon Daudet

## II) Les personnes sans-abris dans l'espace urbain

1) Une appropriation spatiale à travers l'espace public de la ville

L'espace public est un espace qui par définition, est non habitable, dans le sens où il est impossible d'y résider de manière permanente, d'y vivre par habitus en privatisant l'espace investi. De plus, il est difficile de dissocier l'espace commun de la notion de communauté. Celui-ci est accessible par tous. L'usage normé que l'on en fait, à cause des règles qu'il comporte, le rend communautaire. Il n'est donc censé n'appartenir à personne et ne peut-être appropriable à des fins privées par un individu. Il arrive cependant qu'il se prête à certaines occupations spatiales qui en viennent à le territorialiser et donc à limiter son usage public. Par exemple, durant l'été, certains cafés louent un fragment de trottoir pour y installer une terrasse attenante au bâtiment. Ce type de démarche passe par une demande qui est acceptée ou non par la mairie de la ville et qui nécessite un financement.

Les SDF quant à eux, repoussent ces limites usuelles de l'espace public puisqu'ils vont à l'encontre des lois punissant ce type d'agissement. Ils investissent l'espace public en vendant des journaux, faisant la manche ou bien même, en exploitant l'espace public à des fins vitales. Or, ce type de comportement est problématique. En effet, dans nos sociétés contemporaines, l'attention accordée au corps est très importante. Nous cherchons en permanence à entretenir et améliorer nos performances physiques et notre apparence. Or, en exhibant leur corps abimés et meurtris sans aucune gêne ils nous donnent à voir la précarité de leur mode de vie ce qui a tendance à nous culpabiliser, à nous mettre mal à l'aise. De plus, la question de l'hygiène entre également en jeu. La visibilité d'êtres chétifs, sales, ne correspond pas aux

attentes de nos sociétés hygiénistes. Nous cherchons sans cesse à garder nos espaces propres, démunis de déchets tels des canettes de bière, des papiers etc, pour nous épanouir dans de meilleures conditions. Alors, les acteurs de nos villes ont mis en place des lois pour punir cette exposition corporelle et privée afin de lutter contre leur développement. Par exemple la loi LOPSI (Loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure) criminalise la mendicité au même titre que la cybercriminalité ou d'autres formes de délits. Mendier est-il réellement un crime qui peut-être punissable? Pourquoi la quête de charité est-elle perçue comme un acte susceptible de répression? Cela peut-il être dû aux nuisances que provoquent les mendiants pour les citoyens dans l'espace public? Effectivement, leur présence est signe d'insécurité. Les citoyens se sentent en danger lorsqu'ils sont contraints de les côtoyer. Or, l'État se doit de nous protéger. C'est pourquoi ces actes d'apparence distincts sont finalement, dans le fond, assimilables.

Par ailleurs nos sociétés modernes sont régies par un amalgame de normes, de lois, de règles à suivre. Cette dimension normative n'est-elle pas poussée à l'extrême? N'impose-t-elle pas une moins grande tolérance par rapport à l'appropriation de l'espace public? Comment pouvons-nous en arriver à exclure une part de notre population par ces ensembles de règles, qui généralisent des faits, des situations?

En ségréguant, excluant ou incluant ce type de population, la société ne définit-elle pas elle-même ses normes et ses limites en pointant du doigt l'inconvenable auquel elle s'oppose?

La difficulté de la situation réside dans les capacités mêmes de l'espace public et de la manière dont les sans-abri l'exploitent. Pour eux, il est un espace de vie essentiel notamment par les activités développées et ressources qu'il propose en terme d'abri, de mendicité et d'aide de la part des services sociaux. C'est pourquoi, nous pouvons parler d'appropriation spatiale. Elle renvoie directement à

l'usage que font les SDF de l'espace public. Ils exploitent leur environnement pour réaliser les activités premières du quotidien comme dormir, manger, subvenir à leurs besoins naturels etc. Ils donnent ainsi une fonction aux fragments d'espaces qu'ils investissent pour combler l'absence de possession matérielle. Par exemple, un banc va, pour eux, être comparable à un lit. Cette appropriation minimale de l'habitat leur permettent ainsi de garder un certain équilibre psychique. Ces espaces « domestiqués » accueillent donc les fonctions élémentaires qui leur permet d'habiter un espace et donc, d'exister. Mais, en détournant l'usage normé des espaces ou du mobilier urbain ils modifient l'apparence de l'espace public ce qui pose problème aux municipalités et aux citoyens. En effet, que devient l'image de la ville? Comment devons-nous réagir face à une telle exhibition du privé? Comment pouvons-nous supprimer cette appropriation spatiale qui engendre cette gêne et ce désordre dans l'espace public? Les SDF, en faisant perdre le caractère public de cet espace, au détriment du reste de la population obligent



l'État à intervenir pour redéfinir les limites à ne pas franchir. C'est d'ailleurs pour cela qu'en 2004, un changement radical du mobilier urbain a été opéré dans la majeure partie des métropoles. Ce mobilier anti-sdf propose, par une remise en question de leur forme, une utilisation induisant une posture normée empêchant ainsi un détournement de leur fonction. Ceci permet aux habitants d'utiliser les bancs sans que ceux-ci soient occupés tout la journée. Grâce à ce type de dispositif, l'occupation prolongée et abusive des rues et du mobilier urbain est arrêtée. Mais ce type de solution ne déplace-t-il pas simplement le problème? Ces nouvelles installations, rendant impossible l'exploitation des espaces inutilisés, respecte-t-elle les sans-abris qui subissent, plus ou moins, la conjoncture actuelle de notre société? Ne pouvons-nous pas trouver des solutions plus éthiques?



L'automne dernier à Vancouver, au Canada, une association a mis en place des bancs spécialement conçus pour les sans-abris. L'organisme à but non lucratif Raincity Housing en collaboration avec l'agence de pub Spring Advertising, installe des bancs destinés aux SDF dans la ville de Vancouver. Ces refuges temporaires, modulables pour certains, permettent à ceux qui n'ont pas de toit d'au moins se protéger de la pluie. Sur ces bancs, des messages sont imprimés. Ils permettent aux sans-abris de prendre contact avec l'association et espérer trouver mieux qu'une simple planche en bois. Dans ce cas là, l'organisme indique l'adresse de son centre d'hébergement. Le modèle, non modulable, affiche « Ceci est un banc » le jour et « Ceci est une chambre » la nuit. Un peu plus bas, nous pouvons lire « Un endroit qu'on appelle maison devrait vraiment en être une », avec l'adresse du site d'hébergement de Raincity. Ce type de mobilier, en contraste avec les dispositifs anti-SDF, est un bon moyen pour sensibiliser les citoyens face à la situation des SDF tout en proposant aux concernés des solutions inclusives. Il semble, bien évidemment par le caractère de l'espace public, que celui-ci ne soit pas le plus approprié pour y vivre. Pourquoi certains SDF font-ils le choix de s'approprier l'espace public alors que des structures sociales leurs sont mises à disposition? Le logement et le travail sont deux notions difficilement dissociables. Effectivement, il faut nécessairement avoir une source de revenu pour disposer d'un logement et une adresse pour être employé. Or, lorsque nous proposons des solutions de relogement aux SDF ou tout simplement une chambre dans une structure sociale, l'habitus du mode de vie dans la rue les empêche de s'approprier les espaces clos qu'on leur propose. Pour une personne désocialisée,



vivre et être entre quatre murs sous un toit la coupe de ses points de repères et modifie son quotidien lui rendant alors impossible l'appropriation spatiale de son nouveau lieu et donc, l'appropriation de sa « nouvelle vie ». En effet, retourner à un mode de vie cloisonné les coupe du peu de liens sociaux qu'ils ont créés entre eux. Il leur est ainsi difficile de se reconstruire un environnement social sans continuer de côtoyer leurs amis de la rue et donc sans être retentés par toutes les drogues ou tout simplement, les habits de la rue. Les solutions sociales apportées aux SDF et mises en place par l'état ou par les associations ne sont donc pas forcément une solution viable pour tous. Pour certains, cela va en effet combler des manques. Pour d'autres elles vont en rajouter. Cela dépend du niveau de désocialisation de l'individu concerné. Quels systèmes pourraient-être mis en place pour faire office d'étape, de palier à franchir pour que le relogement des SDF ou les centres d'hébergement d'urgence soient réellement efficaces pour tous ceux qui cherchent à s'en sortir? Quels maillons manque-t-il dans la chaîne pour réussir à réinsérer ces personnes affectées par l'habitus de la rue? Nous pouvons donc admettre, par ce phénomène, que les SDF sont le produit de l'urbanisation, de la métropolisation des villes. Ces dernières attirent les déshérités qu'elles larguent à leurs marges sociales quand elles ne peuvent plus les absorber. Prises au piège par leur forte influence hygiéniste,

les municipalités cherchent à se débarrasser de la crasse, des personnes dangereuses. Or, ces individus, souvent perçus comme étant des parasites, n'ont rien d'autre que la ville comme attachement. L'attraction financière qu'elles exposent attire les SDF. Ceux-ci profitent de la consommation des citoyens pour faire appel à leur générosité en tirant sur la corde sensible de la culpabilité



pour ainsi bénéficier de leur solidarité afin de survivre. C'est par ce paradoxe que se crée cette dualité spatiale entre les acteurs de la ville et les SDF. En agissant de la sorte, ils bousculent les règles d'usages et nos habitudes établies au sein des espaces publics. Nous ne pouvons plus arpenter nos rues sereinement. Un sans-abri se trouvera forcément sur notre chemin pour nous solliciter, nous forcer à dévier notre trajectoire et nous rappeler, éventuellement, que nous pouvons, du jour au lendemain, nous retrouver à leur place. Certes ces pratiques semblent logiques si nous nous imaginons à la place de ceux qui n'ont plus rien. Mais pourquoi devrions-nous tolérer que les SDF s'approprient l'espace public de la sorte? Ne pouvons-nous pas mettre en place des systèmes luttant contre cette perturbation de l'ordre social? Avons-nous raison de vouloir faire perdurer cet ordre? Comme le dit Mitchell en 1995, «*Avons-nous créé une société qui n'exige et ne désire que des interactions privées, des communications privées qui réduise l'espace public à des activités de loisirs et de spectacle?* »<sup>1</sup>. L'espace public ne pourrait-il pas devenir un espace d'entraide, de cohésion sociale pour ainsi rendre plus aisée l'entraide entre individus? En proposant aux citoyens des solutions pour accompagner les individus défavorisés dans une démarche sociale ceci ne permettrait-il pas de réduire le nombre d'exclus? En envisageant de rétablir un climat de confiance, nous pouvons amoindrir, voire résoudre de nombreuses failles que connaissent nos sociétés modernes. C'est d'ailleurs un concept qui a été mis en place en Angleterre par le concept *NightStop*. Cette association propose à travers une plateforme sociale mise en place par internet, un service d'hébergement gratuit pour les jeunes errants de la ville de Londres. En effet, la vie y étant très chère, beaucoup d'entre eux ont des difficultés pour louer en appartement, vivre correctement et continuer leurs études. En offrant l'accès à des chambres inexploitées les citoyens participent à la stabilité et l'inclusion des jeunes SDF n'étant pas encore totalement anéantis par l'exclusion. Ainsi grâce à cette solidarité et à la confiance

<sup>1</sup> Mitchell D., 1995 «The end of public Space? People's Park, definitions of the public, and Democracy», *Annals of the Association of American Geographers*, 85, 1. Cité dans *Les SDF et la ville* de Djemila Zeneidi-Henry

accordée, plusieurs jeunes SDF peuvent ainsi continuer leurs études et ainsi faire diminuer le nombre de SDF que connaît Londres. Ce type de solutions vient également en aide aux acteurs de la ville. En effet, en réduisant le nombre de personnes qui exploitent, s'approprient la ville pour vivre et profitent de la charité des citadins, ils luttent contre leur appréhension de voir le territoire des SDF s'agrandir au sein des villes. Ce qui risquerait, avec le temps, d'entacher l'image de ces dernières que nous souhaitons tous.

## 2) Des «recoins refuge»?

À travers l'appropriation spatiale des SDF, certaines zones sont plus fortement investies. En effet, leur occupation est spatio-temporelle puisqu'elle diffère selon leurs besoins et leurs activités. Par exemple, les lieux qu'ils exploitent pour «survivre» sont des espaces, certes, territorialisés quotidiennement mais, ponctuellement. Les lieux de «vie» sont eux, légèrement excentrés des centres-villes. Ils sont localisés dans des quartiers résidentiels car c'est, généralement éloignées de l'hyper-centre, que se situent les structures sociales venant en aide aux SDF. Ils investissent alors, en attendant l'ouverture des centres, les jardins publics, les placettes ou les rues situées aux alentours de ces structures. Ces lieux deviennent ainsi des lieux de collectifs entre SDF dans lesquels ils vont boire, rigoler, se disputer etc. Ces temps d'attentes sont



donc des moments où leur présence est extrêmement dérangeante pour certains citadins habitant dans le quartier, puisqu'ils incarnent la déchéance en groupe, qu'ils dérangent en modifiant le caractère paisible et familier de ces espaces.

De plus, il est plus facile de trouver des squats (investissement illégal de logements abandonnés) ou des renforcements spatiaux comme par exemple des voûtes de pont routier à l'extérieur des hyper-centres pour y construire un lieu de vie, un chez-soi permanent. En se les appropriant de la sorte, ils arrivent alors à domestiquer ces espaces et à se construire un semblant de «chez eux» leur donnant le sentiment de reconstruire un semblant de vie d'inclus basé sur les mêmes normes spatiales que les citadins. Car en délimitant leurs espaces en y amassant tout un tas d'affaires comme des chaises, des matelas, des couvertures etc ils reproduisent les conditions de vie «normale» qu'ils avaient auparavant en se persuadant de vivre dans de meilleures conditions tout en se persuadant d'être dans une démarche d'inclusion. Mais ceci n'est pas le cas. Ils ne font qu'accepter simplement leur condition et baisser les bras vis-à-vis des démarches administratives d'inclusion. Si ces individus «domestiquent» ces espaces en périphérie et non en hyper-centres c'est parce qu'ils peuvent se construire un habitat permanent et non éphémère. Effectivement les forces de l'ordre y sont bien moins actives que dans les centres-villes.



L'image de la ville au sein de ces zones géographiques y est extrêmement importante puisque c'est à travers ces espaces que nous pouvons retrouver le patrimoine ainsi que les infrastructures culturelles, politiques et économiques qui attirent le tourisme et apporte une qualité de vie pour les habitants. À cause de cette concentration de bâtiments importants, une valorisation des espaces adjacents est nettement visible. Les villes vont accorder un intérêt financier bien plus important aux hyper-centres pour y créer des jardins, des promenades ou encore des places rendant ainsi la vie plus agréable et la ville plus esthétique dans le but d'attirer plus de touristes. Or, si nous tolérions la présence des sans-abri, tout ce travail d'urbanisme en serait dégradé à cause des nuisances sonores et visuelles qu'ils engendrent. Cependant c'est en ce paradoxe que réside toute la problématique du phénomène du sans-abrisme. Car à travers ces niches spatiales, ces parcs ou ces rues piétonnes les SDF arrivent à survivre. Effectivement, les recoins architecturaux, qui sont des espaces inexploités par les citoyens, offrent diverses caractéristiques fonctionnelles leur permettant d'améliorer leur qualité de vie. Ils investissent stratégiquement les hyper-centres en faisant preuve d'une grande capacité d'analyse de l'espace urbain. Par exemple, si ils souhaitent se reposer, ils vont plutôt s'orienter vers un rebord de vitrine de magasin qui leur permettra de



dormir sur une surface lisse, abritée du vent et de la pluie. Au contraire, s'ils désirent gagner de l'argent ils vont plus cibler les rues piétonnes et tout ses composants comme par exemple les pas de portes commercial, les entrées de boulangeries ou les églises. En se localisant tactiquement en fonction des rôles de passages, des

rues, de leurs croisements, de l'importance des flux piétonniers etc, ils arrivent à bénéficier d'une meilleure d'argent durant le temps de la manche. Les rues piétonnes ont donc un aspect social fort puisqu'elles permettent la confrontation des « deux univers ».



De plus, à travers ce vaste réseau de circulation les SDF peuvent parcourir les rues en fonction de leurs envies et besoins. Ils se réfèrent ainsi aux flux des citoyens en fonction de leurs horaires. Ceci leur permet de choisir leur emplacement en fonction de leur envie de tranquillité ou non et, les problèmes de « réservation » de place n'ont pas lieu d'exister. Comme l'a un jour dit S., un SDF rencontré à Limoges : « *Premier arrivé, premier servi. T'as pas de place, bah tant pis, tu dégages et tu vas voir ailleurs* »<sup>1</sup>.

D'ailleurs, nous pouvons observer, depuis que le phénomène du sans-abrisme s'accroît, un agrandissement des zones investies pour « gagner sa vie ». Il arrive maintenant que certains s'installent aux ronds points ou aux feux tricolores pour interpeller d'autres citoyens circulant à travers l'hyper-centre.

<sup>1</sup> S. SDF Limogéaud de 27 ans.



Ces individus, qui colonisent donc de plus en plus nos espaces publics vont à l'encontre des attentes d'ordre, de propreté et d'autorité que souhaitent refléter nos villes et notamment nos hyper-centres. C'est pourquoi face à cette problématique, les autorités rendent l'appropriation spatiale des centres-villes plus complexe et fastidieuse en les expulsant ou en leur donnant une amende.

Malheureusement cela ne fait que déplacer le problème. Certes les SDF investissent moins les hyper-centres mais ils continuent de les exploiter la journée pour mendier. Certains vont donc arpenter les rues des quartiers dans lesquels ils dorment en misant sur la proximité qui s'opère entre les résidents et eux-mêmes. Les pas de porte, par exemple, ne sont plus investis pour la densité et la variété de flux des citoyens mais plutôt pour le contexte qu'ils créent. En effet, cette zone est un point de rencontre entre l'habitant et le mendiant. Elle leur permet de sympathiser plus facilement avec les différents individus et d'instaurer un climat de confiance et de respect leur donnant une existence, une identité et donc, un sentiment d'inclusion. De plus, ces espaces sont généralement isolés architecturalement par un escalier, faisant transition entre le trottoir et le seuil de porte, ou par un décroché architectural, ce qui leur évite d'être installés sur la zone de passage et de gêner les passants ce qui participe à une bonne entente entre eux. La présence des forces de l'ordre au sein de centre ville est donc efficace quant à l'intention

de les éloigner la journée pour qu'ils soient moins présents dans nos rues et donc, moins dérangeants. Mais en réalité ceci ne fait que de déplacer le problème en le rendant plus perceptible et habituel dans les périphéries urbaines même si celui-ci reste toujours majoritaire au sein des hyper-centres.



Par cette nécessité d'appropriation spatiale deux univers sont de plus en plus souvent amenés à être confrontés. Or, par les différentes normes d'usage, la divergence d'apparence, et les différentes perceptions mutuelles un problème de cohabitation se pose.



«Le visible ouvre  
nos regards sur l'invisible»

Anaxagore

### III) Un espace partagé

#### 1) Les relations entre SDF et Citadins

Nous pouvons observer, à travers les relations entre SDF et citadins au sein de l'espace public, une forte distanciation sociale et spatiale. En effet, l'un des premiers facteurs qui rentre en jeu est la question de l'allure, de la perception de l'autre, de l'image que l'on renvoie.

Les sans-abris étant visibles au sein des hyper-centres, transmettent une apparence souvent négligée et crasseuse. C'est pourquoi nous associons souvent les SDF « modernes » à l'image stéréotypée que l'on avait autrefois du clochard : un individu fortement désocialisé, sale et dangereux. Cette assimilation visuelle, ainsi que leurs comportements déviants influencés par un usage fréquent de drogues dures, transforme leurs attitudes corporelles. Elle illustre alors un laisser-aller qui modifie nos comportements et nous amène à être distants, voire ignorant à leur égard.

Mais cette vision des SDF est maintenant dépassée et fausse. Dorénavant des familles entières ou des personnes ayant un travail peuvent-être amenées à vivre sans domicile fixe. Les prix des loyers et de l'alimentation ont tellement augmenté qu'il devient difficile pour certains urbains, de répondre au coût de la vie. Ils peuvent ainsi être amenés à tendre vers une certaine précarité quotidienne, voire même une situation de SDF. Ce type de personne est généralement invisible et se fond dans la masse de la population.



1. Sophie Rouya-Lambert  
*SDF et citadins dans l'espace public.*  
Les annales de la recherche urbaine n°90

D'après l'analyse de Sophia Rouya-Lambert<sup>1</sup>, pour en arriver à ce résultat d'invisibilité gérée et désirée, les sans-abris adoptent le même comportement que les citadins dans les centres-villes. Ils vont ainsi user des rues pour circuler, flâner, attendre... mais sans but. Nous pouvons également noter que ces personnes adoptant une attitude mimétique, constituent une grande partie de ceux qui font usage des services sociaux. En effet, par l'accès à ces structures normées ils conservent un semblant de vie « normée » car ils peuvent se reposer, le soir, dans des espaces clos et privés. Ces bâtiments leur permettent également de garder des habitudes comportementales et sociales évitant ainsi de tomber dans une certaine déchéance et désocialisation. Ceci prouve-t-il une volonté plus forte, de la part ces individus, à stabiliser leur mode de vie dans un espoir de réinsertion ?

En observant le comportement majoritairement ignorant des citadins, les SDF semblent être tous invisibles dans l'espace public et ce malgré leur présence plus ou moins quotidienne. Leurs corps, communément abîmés ou marqués par leur situation, portent les stigmates de leur statut social et éveillent en nous un sentiment d'insécurité qui influence certainement notre mépris à leur égard. Ces différentes représentations que l'on se fait d'eux nous orientent vers une pensée manichéenne et une vision quelque peu duale. Si la société était moins axée sur l'apparence, nos rapports avec cette population seraient-ils les mêmes ?

L'association Canadienne Raising the Roof s'est intéressée à cette question de visibilité en dénonçant la situation des sans-abris pour sensibiliser les citadins face à leur présence à travers une campagne publicitaire. Cette opération sous forme de street marketing est très appropriée par rapport au sujet. En effet, ces affiches placées au sol, contrastent avec les éléments ordinaires de l'espace public et illustrent la position des sans-abris ce qui fait d'autant plus sens avec le message qu'elles transmettent. Par ces paramètres, elles comportent un fort pouvoir d'interpellation, renforcé par la bichromie (noir et blanc) et l'aspect lisse du papier qui



se distinguent des couleurs et textures de l'espace urbain. Elles attirent ainsi la curiosité du citadin en transformant le cadre habituel de son parcours et le sensibilisent efficacement à la condition de vie des SDF tout en ce rendant compte de son éventuelle habitude à ignorer leur présence.

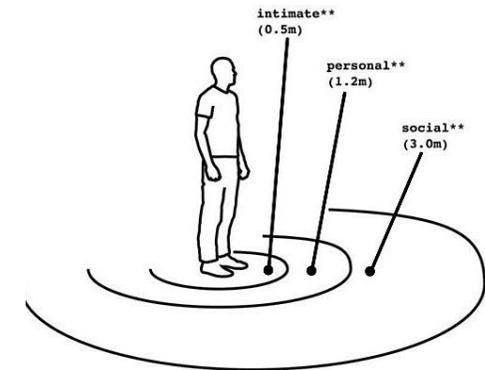
Nos comportements, quelque peu réprobateurs face à ces individus, peuvent-être justifiés. En effet l'espace public est un espace utilisé par tous et pour tous. L'usage que l'on en fait diffère selon nos besoins et nos envies mais il reste généralement dans une norme commune de codes sociaux, qui permet à chacun d'être libre sans nuire à autrui. Les SDF quant à eux, viennent perturber cet ordre social par leur présence non-conventionnelle en s'accaparant l'espace commun et brouillent ainsi les frontières ordinaires. Effectivement, l'espace public joue un rôle sociologique en faisant coexister tous les individus qui le parcourent ainsi que les différents éléments urbains qui le composent.

Nos espaces intimes sont alors remis en question car, pour avoir une bonne gestion de notre corps face aux autres, dans un contexte spatial donné, il est nécessaire de les malléabiliser. Chacun s'adapte ainsi en fonction d'autrui par son espace minimal vital. Attention tout de même à ne pas confondre distance sociale et proximité forcée avec la proximité spatiale. En effet, les personnes en situations de pauvreté perdent peu à peu l'habitude d'appliquer les rites d'interactions à cause de leur disqualification sociale, plus ou moins avancée. Par exemple, certains vont faire abstraction de l'usage de formule de politesse pour entrer en interaction avec autrui. D'autres vont, en considérant l'espace public comme un espace de domiciliation, choquer les citoyens en s'installant sur des bancs pour dormir, en exploitant les trottoirs comme garde « meubles » etc. Certes cela diffère de l'appropriation que lui imposent les SDF mais il est assez fréquent de pouvoir en observer des exemples surprenants dans les hypers-centres de métropoles. Ils rendent ainsi par l'utilisation de codes visuels collectifs et normés, la visibilité de leur espace privatisé, de leur « chez eux ». Par exemple l'installation de canapés ou de cartons dans leurs espaces domestiqués, permettent de signaler la frontière établie entre l'espace public non investi, que nous pouvons encore pratiquer, et l'espace privatisé que nous contournerons consciemment et donc, que nous acceptons de leur concéder. Mais



ceci est-il réellement une acceptation de notre part? En altérant la neutralité de nos espaces publics nous sommes contraints de fréquenter de près leur sphère personnelle construite dans l'espace public. Ne cherchons-nous donc pas tout simplement à éviter de ressentir la gêne qu'engendre ce type de situation?

De plus, les sans-abris imposent, par leurs postures et leurs odeurs corporelles, un espace « intime » plus grand que le notre, faisant que nous adoptons des comportements d'évitement afin de les contourner et de s'en éloigner pour ne pas les côtoyer. Car, à travers cet usage de la rue et les postures qu'ils adoptent, ils dérogent à nos règles d'utilisations de l'espace public et nous dérangent. Nous pouvons d'ailleurs faire un certain parallèle entre ce type d'évitement et celui que nous exécutons lorsque nous sommes confrontés à du mobilier urbain lors de nos déplacements. Une fois de plus cela prouve leur « invisibilité » et notre désir d'ignorance face à eux. Ne pouvons-nous pas parler d'inattention civile qui serait, pour le coup, une forme très précise d'attention en prenant en compte la co-présence d'autrui tout en cherchant, par nos comportements, à feindre une non perception de ces individus? Cette « inattention civile » n'est-elle vaine? Nous avons beau mettre en place toutes sortes de stratégies d'évitements et d'ignorance ceci ne suffit pas. Effectivement, les SDF, dépendant de notre charité, viennent par eux mêmes nous solliciter durant le temps de la manche. Or, à ce moment précis, l'interaction est inévitable.



## 2) La manche

Cette activité, existant par des interactions entre citoyens et SDF, se pratique principalement dans la rue et plus particulièrement sur les trottoirs. C'est en effet par ces espaces médiateurs qu'une relation forcée se crée car comme le précise J. Guillou «*L'espace rue permet en outre de dépasser les barrières ordinaires, des habitus de classes pour générer des interactions porteuses de communication sociale*»<sup>1</sup>. Nous pouvons ainsi considérer l'espace public comme un espace de représentation scénique et donc, de représentation sociale puisque chacun y dévoile ce qu'il a envie que l'autre perçoive. Par ce jeu de démonstration et d'interprétation, chacun y tient ainsi un rôle et une place allant à la limite d'une mise en scène lors d'une représentation théâtrale. Nos attitudes et apparences ont donc une forte importance quant à la place que nous possédons au sein de l'espace public. Cette question duale entre ce que nous sommes et ce que nous représentons est très nettement visible vis-à-vis de la position sociale des SDF et des citoyens. En effet, nous pouvons distinguer deux univers possédant chacun un rôle bien défini et complémentaire : l'univers des mendiants, qui demandent de l'aide, et celui des citoyens, les bienfaiteurs. Pendant cette confrontation, un temps d'observation plus ou moins discret, se met en place. Chacun analyse réciproquement les visages, les postures et les apparences de l'autre pour jauger l'utilité ou non, de rentrer en interaction avec le citoyen ou le SDF. Si la situation s'y prête, les mendiants adoptent alors une attitude active qui vient perturber l'activité des passants sélectionnés et provoque ainsi une gêne qui entraîne généralement un refus. Ceci leur permet de garder un certain lien social, un savoir vivre avec autrui. En gardant l'habitude de rentrer en contact avec les citoyens, ils continuent à faire usage des normes de politesse, des rites d'interactions etc. Face à ce type de «représentation scénique», certaines personnes vont alors accepter de rentrer dans le jeu en acceptant de dialoguer avec eux, que ce soit par une expression de visage ou tout

1 J. Guillou, 1994 (b) «Un mode de sociabilité de l'homme à la rue avec l'homme de la rue : la manche», in Leménorel A. (textes réunis par), La rue, lieu de sociabilité, Publications de l'Université de Rouen, 214 Cité dans *Les SDF et la ville* de Djemila Zeneidi-Henry

simplement par la parole. À ce moment là, le citoyen fait réellement exister les SDF et participe à l'entretien de sa stabilité psychologique. Car lorsque nous adoptons un comportement d'ignorance par peur de refuser de leur donner de l'argent et donc par culpabilité, nous leur manquons indirectement de respect. Nous leur donnons, une fois de plus, le sentiment de faire face au vide, au silence, à leur inexistence.



1. J. Hassin, 1998, «Y a-t-il un corps du pauvre?» Culture en mouvement, 7. Cité dans Les SDF et la ville de Djemila Zeneidi-Henry

Au contraire, certains SDF vont pousser le vice encore plus loin. Ils élaborent leur image en s'appropriant les stéréotypes qu'on leur associe, et les stigmates qu'ils portent à travers leur condition précaire. Le tout, en scénographiant les espaces investis lors de la manche, pour faire appel à la compassion de chacun. Leur corps devient ainsi un outil de travail. Ils «*possèdent un langage, une utilité et un rôle social, qui dépassent largement, le seul niveau physiologique et médical*»<sup>1</sup>. Ces mendiants-ci pratiquent ce qu'on appelle la manche «tape cul». Cette attitude, à l'opposé de la manche dite active, est quelque peu dévalorisante puisque par la disposition spatiale du SDF et des citoyens, un face à face inégal s'installe. Leur posture est rabaisée, courbée, au sol et met ainsi en scène une situation de dominé pour lequel on aurait peut-être plus de compassion que pour ceux venant directement à notre rencontre. Généralement leur tête est baissée et seule la main ou un récipient est mis en avant pour «entrer

en contact» avec l'autre. Plus aucun rite d'interaction n'existe. Nous pouvons également observer une certaine symbolique dans ce procédé de manche qui, peut-être, agit consciemment ou inconsciemment sur la bienfaisance des citoyens. En effet, le SDF observe en continu les trottoirs, les caniveaux et se laisse ainsi emporter par les sous-terrains. Seul le donneur peut réussir, en lui donnant quelque pièce, à lui faire relever la tête et ainsi redécouvrir le monde, les gens, la ville...

Le temps de la manche est donc une activité que l'on pourrait assimiler à une sorte de survie occupationnelle. Durant leur mendicité, les sans-abris occupent leurs journées en récoltant quelques pièces que leur donnent les citoyens lors de leurs passages dans les



rues. Par cette quête de charité, ils arrivent à rester en contact avec les autres même si celui-ci reste très mince. Effectivement, très souvent, il ne s'arrête qu'à une simple connexion visuelle accompagnée d'un mince échange oral. Ce peu d'attention offre aux SDF une certaine reconnaissance leur donnant le sentiment d'exister, d'être considéré à leur juste valeur : celle d'une être humain qui existe dans l'espace et parmi les autres.

Mais lorsque le SDF en question est sous l'emprise de drogues et d'alcools la manche devient un moment de solitude et d'ennui. Assommé par les effets de ces substances qui modifient leur manière de percevoir les choses, de ressentir les émotions, de penser et de se comporter ils deviennent des êtres noircis que l'on ne veut pas côtoyer ni apercevoir. Leur corps, mous et abîmés, se décomposent sur le bitume et incarnent la déchéance. Ne sont-ils pas alors absorbés par l'espace temps? Effectivement, en faisant la manche ils cherchent à gagner de l'argent pour s'acheter des bières. Mais ces bières sont également celles qu'ils boivent durant l'attente de la journée, de la manche. Le temps les décrépité, les rend mous et impose à leur corps une étroite relation avec l'asphalte qui donne l'impression que le corps de l'individu devient lui-même un espace d'accueil pour l'âme du SDF, qui lui observe ce qui se passe sans pouvoir réagir et s'en sortir. La manche est donc une activité «financière» à double tranchant. Il faut la gérer à bon escient afin de ne pas se faire prendre au piège par l'attraction du cercle vicieux quotidien des SDF. Mais pourquoi tant de sans-abris sont-ils rendus à devoir dépendre et vivre dans la rue?

### 3) Assistance

Dans le courant des années 1990, une forte mise en place de services sociaux se fait jour. Suite à une réalité sociale qui pose de plus en plus de problèmes, l'État tente de répondre par des actions sociales pour, en premier lieu, inclure cette population au sein des villes. Peut-être pouvons-nous également déceler une certaine manipulation, à travers la mise en place de ces structures sociales, de la part des représentants de nos villes. Il est vrai qu'il est important pour une ville, de conserver l'attrait touristique qu'elle suscite par son patrimoine, sa propreté, son bon fonctionnement etc. Or, les SDF perturbent et bousculent ce désir de perfection et d'ordre sociétale rêvé pour chaque métropole. En effet, si les villes étaient amenées à être dégradées et investies densément par une population exhibant sa vie privée au sein d'espace public, celles-ci obtiendraient une mauvaise réputation qui lui porterait préjudices aussi bien pour le cadre de vie des habitants que pour l'activité touristique. Par l'intermédiaire de ces structures, il leur est ainsi possible d'aider les individus concernés tout en les maintenant à l'écart. La mauvaise conscience générale qu'entretiennent les médias, taraude les autorités publiques qui proposent ainsi des solutions dans « l'urgence » et passent ainsi à côté du fond du problème. Certes, les structures sociales comme les centres d'hébergement d'urgence et de réinsertion sociale (CHRS) offrent un énorme soulagement à cette population mais malheureusement, un dysfonctionnement dans le système semble apparaître. En effet nous pouvons également noter que les services d'aide mis en place par l'État sont très largement soutenus par des associations comme la Croix Rouge, le Secours Catholique, les Restos du Cœur etc. Cela prouve-t-il un manque d'efficacité et d'intérêt de l'État face au phénomène croissant des sans domicile fixe? Ou est-ce simplement dû à une mauvaise identification du problème? Les associations sont-elles plus efficaces? En proposant des services variés et accessibles selon la volonté de

chacun, viennent-elles plus efficacement en aide aux sans-abris? Mais, par exemple, offrir l'accès à une réserve alimentaire pour les plus démunis n'est-il pas une solution conditionnant les sans-abris à une dépendance de l'assistanat? Est-ce bien une solution de réinsertion et non une sorte de « *charité hystérique* »<sup>1</sup> qui cherche à soulager le corps social? Les interventions de l'État ne servent-elles pas simplement à déculpabiliser notre société? Ceci expliquerait peut-être, la saisonnalité apparente du problème? Car les médias ne sont pas les seuls à participer à cette illusion qui anime notre opinion publique. Les centres d'hébergement d'urgence offrent plus de place en hiver, les restos du cœur ne distribuent leurs denrées alimentaires qu'en hiver, les associations mettent en place des actions comme les maraudes durant les périodes de grand froid etc. Ce manque d'efficacité n'est-il pas dû à l'ambivalence que souhaitent mettre en œuvre les politiciens qui dirigent nos villes? Chaque solution à un problème est due à la compréhension même de celui-ci. Or, que souhaite réellement l'État? Désire-t-il aider cette population ou tout simplement la maintenir à l'écart de ces hypers-centres? Cette question est intéressante à considérer. En effet, les structures institutionnelles et associatives sont légèrement excentrées des centres-villes. Elles ségrèguent la population pour laquelle elles sont mises en place, et rendent l'accès aux hypers-centres par les SDF plus fastidieux. Pouvons-nous y voir comme un signe de répression?

De plus, les structures institutionnelles et associatives maîtrisent et gèrent les ordres sociaux à travers l'ordre spatial. En plus de leur localisation particulière, elles imposent des horaires d'ouverture et de fermeture des centres. Pouvons-nous percevoir ceci comme une certaine volonté de maîtriser la population « ingérable » à certaines heures de la journée pour ainsi conserver l'image propre et organisée que désirent tant les villes?

Enfin, une grande partie de ces structures sociales ont mauvaise réputation à travers le réseau des SDF. Les conditions spatiales ne répondraient pas au minimum

1 P. Declerck  
2003  
*Les Naufragés*

vital que requiert un individu pour se retrancher dans son intimité, les conditions hygiéniques seraient également difficiles à supporter tout comme le comportement des personnes travaillant dans ces centres. Garder une certaine réputation négative de ces structures permettrait-il d'éviter tout abus du système? Il faut toutefois noter l'importante amélioration que connaissent les structures depuis une dizaine d'années.

Ce système réticulaire de l'assistance place les personnes exclues dans une dépendance aux dispositifs humanitaires. En analysant également les aides sociales qui accompagnent la réinsertion des SDF, nous pouvons nous rendre compte que les démarches administratives que demande l'État sont très complexes et fastidieuses. Comme l'a si bien résumé une éducatrice de rue de Limoges, nous pourrions les comparer à un mille-feuille, et ce, sans jeu de mots. Il est en effet très difficile pour une personne ne possédant pas de domicile fixe de réunir tous les papiers demandés et de les conserver sans les perdre ou les abîmer. Ceci décourage énormément les personnes désireuses de se ré-inclure dans la société et participe donc, à cette oscillation entre l'espoir et le désespoir, que connaissent bien les SDF.

Malgré les remarques précédentes, ces dispositifs sont d'une aide capitale pour les personnes vivant à la rue. Ils leur offrent un point d'ancrage dans la ville bien plus sécurisé que dans la rue, ainsi qu'un entretien des liens sociaux entre individus socialisés et désocialisés, tout en leur offrant un endroit où dormir, manger et se laver, devenant ainsi, avec un habitus de fréquentation, des points de repères pour les SDF. Une sorte de familiarisation se noue avec l'ensemble du quartier, dans lequel est située telle ou telle structure associative, et ses habitants.

Et, malgré le désordre occasionné par ces individus, une sorte de cohésion sociale s'installe. En effet, par l'obligation d'horaire et le manque de place des centres d'hébergement, beaucoup d'entre eux territorialisent l'espace juxtaposé à ces structures en attendant leur ouverture et l'autorisation d'y accéder. C'est durant ce

temps d'attente que les habitants des quartiers peuvent, plus ou moins, dialoguer et échanger avec leurs « voisins ». Cette considération dont ils font preuve à ce moment là, leur redonne une existence et favorise leur réinsertion dans le milieu social.

Chaque personne faisant appel aux structures d'assistances se sont généralement, lorsqu'elles ont eu la chance de pouvoir le faire, renseignées pour décrocher le « bon plan » de la ville. En effet, comme le réseau social les « ballote » de gauche à droite, chacun a connaissance du bon fonctionnement ou non, de telle ou telle structure. Ils se transmettent donc moult informations notamment sur la qualité de la nourriture proposée, la gentillesse des travailleurs sociaux, la qualité des espaces de vie communs, privés etc, pour ainsi bénéficier d'un bon endroit.

Même si ces structures répondent à des besoins primordiaux elles leur offrent un cadre de vie en communauté qui ne peut correspondre à chacun. Car par la désocialisation que connaissent ces individus, il leur est parfois très difficile et complexe de réussir à s'y adapter. C'est peut-être pourquoi certains préfèrent rester dans la rue, quitte à se débrouiller seuls, sans avoir une hiérarchie qui les réprimande lorsqu'ils fautaient vis-à-vis du mode de vie qui leur est imposé et qui ne correspond plus à leur logique de fonctionnement. Effectivement il est très important de considérer les différents degrés et processus d'exclusion dont sont victimes les sans-abris pour réussir ainsi à proposer des aides de réinsertion pouvant convenir à tous ceux désireux de se rattacher au système de notre société. Mais par la désocialisation, plus ou moins intense qu'ils subissent, l'obligation de se plier à la discipline exigée devient une difficulté de taille. Or, si nous souhaitons que la prise en charge de ces individus soit efficace et sans débordement, il est nécessaire de mettre en place des règles strictes et bien définies. Car chacun, en essayant de les ré-approvoiser, participe à la création d'une norme au sein de la communauté. Il est donc nécessaire de leur imposer ces conditions pour leur venir en aide et ainsi faciliter une ré-insertion future.

Mais lorsqu'un individu atteint un certain degré de désocialisation, comment pouvons-nous déterminer la capacité d'une personne à être autonome et raisonnée? Une personne sans domicile fixe qui se voit contrainte d'être sevrée de l'alcool ou de la drogue ne retombera-t-elle pas plus facilement dedans, une fois sortie de son hospitalisation, qu'une personne qui en aurait fait le choix? Pour réellement venir en aide à cette population ne faudrait-il pas envisager des accompagnements personnalisés laissant le choix à la personne d'en faire usage et donc, de choisir l'aide qu'elle nécessite au moment souhaité? Ainsi les sentiments de libre choix, d'autonomie des sans-abris ne seraient plus bousculés. Ils auraient peut-être l'impression de sortir la tête hors de l'eau grâce à leurs propres décisions tout en ressentant une certaine fierté.

Des solutions d'ordre financier, instaurées par l'État, favorisent la reconstruction autonome de ces individus. Par exemple, des partenariats sont mis en place avec des grandes institutions comme Emmaüs et SFR. En effet, Emmaüs travaille depuis longtemps pour la réinsertion professionnelle des personnes en difficultés financières. La possession d'un téléphone portable est un outil clef pour réussir à exécuter toutes les démarches nécessaires

à l'obtention d'un travail. Car quand vous êtes SDF, le téléphone peut-être associable à une adresse. Il permet également le contact avec la famille, l'entourage et donc, l'entretien des liens sociaux. C'est pourquoi SFR a mis en place, avec l'aide d'Emmaüs, un système de cartes prépayées qui sont vendues entre 2 et 6 euros. Ce type de partenariat permet aux individus



sans-abris de s'inclure dans la société en appartenant à la société du réseau, ce qui devient de plus en plus important qu'appartenir à un territoire urbain. De plus, en participant par eux-mêmes au financement de leur téléphone et de leur carte forfaitaire ils retrouvent des habitudes de gestion financière qui sont extrêmement importantes pour leur autonomie et réinsertion au sein de notre société. C'est d'ailleurs sur ce principe même que l'association



« Toit à moi » a basé son nouveau concept de réinsertion de SDF. En effet celle-ci achète des logements pour les louer à des personnes en voie de réinsertion. Pour cela, tous les bénéficiaires signent un bail et payent un loyer compris entre 3,5 et 10 euros. La somme est certes, symbolique, mais cela participe au bon développement de leurs responsabilités en les obligeant à gérer leur argent convenablement. De plus, chaque personne signe dans le bail, un « contrat de réinsertion » avec l'association. Elle doit généralement réapprendre à se nourrir, à recontacter sa famille, à gérer son budget, à arrêter de boire, à aller voir régulièrement des médecins... Les objectifs sont écrits noir sur blanc et fixés avec le locataire. Tous les trimestres, cette sorte de contrat est renouvelé. Grâce à cette méthode et à ce suivi de confiance personnalisé, l'association a déjà réussi à réinsérer 9 personnes en 7 ans. Ce genre de projet est efficace puisqu'il contraint l'individu à se plier à des règles établies et validées ensemble, dans un suivi de longue haleine.

L'aide à la domiciliation est également un système mis en place qui facilite la vie quotidienne de ces individus désireux de se réinsérer. Malheureusement, les demandes sont trop nombreuses et les dossiers sont alors sélectionnés par critères. Une fois de plus, l'égalité entre ces individus est discutable. De plus, entreprendre des démarches de réinsertion pour un individu n'est pas seulement lui redonner une place dans l'habitat. Il faudrait

procéder en instaurant un système de pallier à franchir ce qui entrainerait un suivi de l'individu et offrirait, entre les différentes institutions, une solution personnalisée à chaque problème qui l'a conduit à cette situation précaire. Car n'oublions pas, chaque parcours et chaque individu est différent. Un système d'assistance complémentaire et varié pourrait donc combler le manque d'efficacité des solutions d'urgence qui sont actuellement mises en place.

## Conclusion

Suite aux changements hygiénistes qu'ont connu nos villes durant le XVIII<sup>e</sup> siècle, elles affichent dorénavant une vision d'espaces publics extrêmement propres.

Par cette organisation spatiale et sociétale qui impose une classification sociale, une hiérarchie de l'individu, un ordre, les SDF deviennent visibles et reconnaissables. Les sans domicile fixe incarnent effectivement, par leur apparence, leurs comportements et leurs activités, une facette troublante, et hors norme de nos sociétés.

Ces personnes désocialisées se rattachent à ce qui leur reste : l'espace public. Nous pouvons nous questionner quant à l'appartenance de l'espace public. Celui-ci doit-il rester neutre ? En investissant les hyper-centres des villes, les sans-abris vont à l'encontre des normes d'usages et de propreté qui se sont instaurées dans nos cités et soulèvent ainsi des problèmes de cohabitation. En effet, ceux-ci vont exploiter nos espaces publics à des fins privées en exhibant leurs activités quotidiennes. Par ce mode de vie nomade et précaire, les sans-abris rentrent dans un processus de désocialisation qui leur fait perdre, avec le temps, les notions de savoir-vivre en communautés. Ils vont ainsi générer des nuisances sonores et visuelles qui dérangent les acteurs de la ville et également, les habitants des quartiers dans lesquels ils se trouvent. En dévoilant ainsi leur situation de vie, les SDF apeurent les citoyens qui s'identifient à leur condition et s'inquiètent quant à leur futur. Par cette peur, la majorité des urbains vont ignorer les SDF pour éviter d'être confronté à leur vision. Ainsi se crée un paradoxe entre leur visibilité et l'invisibilité qu'ils subissent de la part des habitants.

Ce problème, devenant de plus en plus important au cours des années, est de plus en plus pris en compte et en charge par l'État et des associations. Différentes aides financières et structures sociales ont été créées afin d'épauler les sans-abris. Ces structures les accueillant

sur des périodes plus ou moins courtes, les aident en améliorant leurs conditions de vie. Mais, elles ne leur proposent pas un suivi suffisamment personnalisé et intense pour qu'une réinsertion de la part de ces personnes soit envisagée.

De plus, pour que l'ordre règne au sein de ces structures, des règles très strictes y sont imposées et obligent les SDF à se conditionner à un rythme et mode de vie différents de celui de la rue. Or, par l'hétérogénéité que comporte la population des sans-abris, ceci ne peut convenir à tout le monde. C'est pourquoi beaucoup d'entre-eux font le choix de retourner dans la rue et d'y vivre « librement ». Nous avons pu remarquer, à travers les différents cas de design présentés précédemment, que peu d'entre eux représentent la réflexion française face aux SDF. Ce problème n'est donc que très récemment devenu problématique et inquiétant pour notre société.

Nous avons également pu remarquer que la problématique du financement et de la légalité d'emplacement des différents travaux présentés sont des points essentiels à traiter si nous souhaitons inscrire notre conception dans un contexte de viabilité.

Les aides, actuellement mises en place par nos sociétés, ne sont donc pas suffisamment pertinentes pour répondre au problème d'exclusion de ces personnes.

Peut-être qu'en envisageant d'accompagner les SDF dans leur démarche de réinsertion plutôt qu'en les contraignant, ils arriveraient mieux à sortir la tête hors de l'eau. Ceci pourrait être pensé à travers un ensemble de dispositifs inscrit dans l'espace urbain leur proposant diverses fonctionnalités. Par exemple, nous pourrions envisager d'installer un système de casier dans la rue qui permettrait aux SDF d'y stocker leurs affaires durant une journée où ils ont des rendez-vous administratifs. Également pouvons-nous imaginer un système collaboratif entre les citoyens, les associations et les SDF ? Ceci permettrait de questionner l'appréhension que nous avons vis à vis d'eux et pourquoi pas, de la refonder sur une

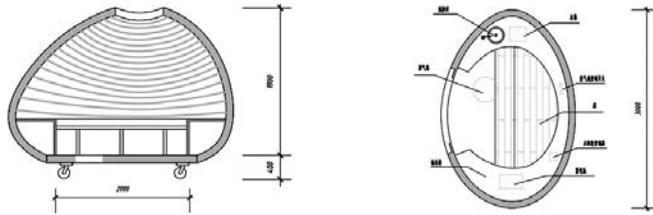
vision plus positive tout en les accompagnant dans leurs démarches de réinsertion.

## Annexes

La maison œuf de Dai Haifei - 2010

Dai Haifei propose, quant à lui, une structure pour les personnes n'ayant pas de revenus suffisamment élevés pour louer un appartement en Chine. Durant sa scolarité en école d'architecture il a alors mis au point un projet de structure à espace minimal qu'il a, par la suite, concrétisé en réalisant son prototype tout en le testant. Ce projet peut également être pensé comme étant une solution de réinsertion pour les SDF au sein de notre société en imaginant que les sans-abris investissent, à tour de rôle, ces structures sur une durée plus ou moins longue dans le but de se réapproprier un mode de vie « normé » par un espace transitoire entre la rue et un habitat totalement clos, loin de l'univers de la rue. Cette structure ovoïdale de 6m<sup>2</sup> offre le nécessaire vital pour notre équilibre personnel : un lit pour dormir sous lequel il est possible de ranger des affaires personnelles ainsi qu'un point d'eau pour faire une toilette rapide. Cette structure, en tiges d'acier courbé assemblées par de simple fil de fer et de cordes, est enveloppée par un tressage en bambou. Nous pouvons ainsi noter une certaine volonté d'inscrire ce projet dans une conscience écologique puisqu'elle reprend des techniques de construction locale avec des matériaux régionaux. Par ce tressage, la décoration intérieure est alors très minimaliste puisque seul le bois vient créer des motifs. L'aspect qui en découle est alors chaleureux et reposant, ce qui apporte un confort esthétique non négligeable quant à leur appropriation de cet espace minimal. Cette sobriété, simple et délicate améliore indirectement la qualité de vie des utilisateurs malgré l'échelle architecturale qui pourrait les opprimer. L'apparence extérieure de cet habitat est pensée en fonction du contexte. Effectivement, des sacs en toile de jute remplis de terre et d'herbe enveloppent et protègent la structure tout en l'isolant. Par l'apparence

de la végétation une intégration visuelle et graphique de cet habitat s'opère au sein de l'espace public ce qui peut minimiser et apaiser l'image péjorative et stéréotypée que nous avons des SDF. Car il est vrai qu'un objet soigné, bien travaillé, affichant une forme douce, par des lignes courbes, a une influence indirecte sur la vision que l'on va avoir du possesseur de cet objet. Ce prototype pourrait être une bonne solution de réinsertion des sans-abris au sein de nos sociétés si celui-ci avait été pensé en réfléchissant à sa légalité au sein de l'espace public. En effet, Dai Haifei a vécu dedans durant 2 mois en l'ayant installé de manière illégale dans la cour de son entreprise. Mais nous pourrions imaginer que cette structure se fasse racheter par une commune et qu'elle la mette à disposition des SDF à des moindres coûts pour les sensibiliser à des responsabilités financières et matérielles.



Une structure pour SDF en partenariat avec Emmaüs de Nicolas Roth et Nicolas Wojcik - 2014

Nicolas Roth et Nicolas Wojcik, deux étudiants à l'école d'architecture de Strasbourg ont, comme projet d'étude, réalisé en partenariat avec Emmaüs, un abris modulaire d'urgence pour SDF. Suite à la victoire du concours « Alsace Jeunes Talents » ils ont financé leur prototype et l'ont testé dans son contexte. Cette capsule de survie de 2,75m<sup>2</sup> comprend le strict nécessaire pour y passer une nuit : un lit, une chaise et des étagères. Ce petit cabanon, aux dimensions d'une demie-place de parking peut s'installer très facilement sur une place de stationnement. Ceci lui donne alors une existence viable dans son contexte urbain. En effet, Emmaüs s'engage à fournir des places de parking leur appartenant pour pouvoir permettre l'installation de ces structures et accueillir, pour une ou deux nuits, des SDF. L'avantage de ce partenariat permet à ces abris d'être implantés au cœur des villes, là où se trouve la vie urbaine et la vie sociale que requièrent les SDF pour leur maintien psychologique ainsi que leur survie. Ces deux jeunes architectes souhaitent, par la suite, industrialiser leur projet en les faisant construire par des ateliers de réinsertion. Ce projet porte donc une dimension éthique par le concept de réalisation ainsi que par le but et la qualité de cette structure tout en étant pensé de sorte à ce qu'elles prennent légalement place au sein de nos espaces public et ce, de façon organisé, géré et régulé. Leur possible légalité d'implantation au sein des espaces publics offre ainsi aux SDF des zones d'espaces privés, des points d'ancrage dans l'espace public qu'ils pratiquent, tout en leur permettant de se rétablir



physiquement pendant un certain temps. Effectivement, en ayant un endroit où dormir sereinement, ces personnes peuvent alors, par exemple, arriver dans de meilleures conditions lors d'un rendez-vous important pour une éventuelle réinsertion.

Concours : Shelter in Cart - 2008



*Hown*  
Réalisé par  
Panagiotis  
Dramitinos



*Shelter Cart*  
Réalisé par Barry  
Sheehan



**PUMP & JUMP**

When you pump up, then a shelter will be appeared.  
Here is a cart that make jumping your life!!!

*Pump & Jump*  
Réalisé par  
Jeong Yun Heo

## Remerciements

La réalisation de ce mémoire n'aurait pas été possible sans l'aide et l'investissement de différentes personnes à qui je voudrais témoigner toute ma reconnaissance.

Tout d'abord j'adresse mes remerciements à mes deux tutrices de mémoire : M<sup>me</sup> Pham-Ngoc Cuong et M<sup>me</sup> Pache, qui m'ont accordé leur patience et leur disponibilité. Grâce à un travail d'équipe, elles ont su m'encadrer, me guider et m'orienter tout en me prodiguant de judicieux conseils qui ont forcé ma réflexion à mûrir.

Même si cette période de collaboration n'a pas dû être des plus simple, sachez que j'ai pris énormément de plaisir en échangeant avec vous sur mon sujet de mémoire.

J'adresse aussi ma reconnaissance à tous les professeurs, intervenants, SDF et toutes autres personnes qui par leurs paroles, leurs écrits, leurs conseils et leurs critiques ont guidé mes réflexions durant mes recherches.

Je souhaite également remercier fortement ma famille qui a su m'encourager durant ces deux années éprouvantes et surtout supporter mes sauts d'humeurs. Sans votre soutien je ne serais certainement pas arrivée au bout de cet écrit.

Pour finir, je ne souhaite pas remercier mais plutôt bénir mes amis proches, Alice Blue et Stacie Blue qui ont su me supporter et me faire sourire même dans les jours les plus difficiles. J'adresse également une petite pensée à Ludovico Einaudi qui, grâce à sa musique, m'a permis de rester concentrée tout au long de la rédaction de ce mémoire.

Merci à Antalis de nous avoir fourni du papier pour la diffusion de ce mémoire.

## Bibliographie

BAUMAN Zygmunt  
*La vie liquide* p.116 à 120 (2013)  
Librairie Arthème Fayard - Édition Pluriel  
ISBN : 978-2-8185-0309-6

BOYLE Mark  
*L'homme sans argent*  
Édition Les Arènes -250 p. Janvier 2014  
ISBN : 978-2-35204-300-3

DECLERCK Patrick  
*Les Naufragés*  
Édition POCKET - 454 p. Février 2003  
ISBN:978-2-226-12989-3

GABORIAU Patrick  
*La civilisation du trottoir*  
Édition Austral - 261 p. Février 1995  
ISBN : 2-84112-009-0938611-6

KEROUAC Jack  
*Le vagabond américain en voie de disparition*  
Édition Gallimard (2002)  
ISBN : 978-2-07-042316-3

LOISON-LERUSTE Marie  
*Habiter à côté des SDF – Représentations et attitudes face à la pauvreté*  
Édition L'Harmattan - 273 p. Mars 2014  
ISBN: 978-2-343-01957-4

PAQUOT Thierry  
*Un philosophe en ville*  
ISBN : 978-2-88474-496-6

PAUGAM Serge  
*La disqualification sociale*  
Édition Puf - 256 p. Août 2013  
ISBN : 978-2-13-062133-1

PERREAL Lydia  
*J'ai vingt ans et je couche dehors*  
Édition J'ai Lu - 158 p. Octobre 1996  
ISBN : 2 290 30717 3

SENNET Richard  
*La conscience de l'oeil - Urbanisme et société*  
Édition Verdier poche - 404 p. Mars 2009  
ISBN :978-2-86432-578-9

ZENEIDI-HENRY Djemila  
*Les SDF et la ville – Géographie du savoir survivre*  
Édition Bréal - 288 p. Septembre 2002  
ISBN: 2 84291 974 2

## Articles et mémoires

BRUNETEAUX Patrick  
*Politique de l'urgence à l'épreuve d'une ethnographie d'un SDF*. Presses de sciences po.  
ISSN : 0035-2950 ISBN : 9782724630862 p. 47 à 67

DUBIEZ Amandine  
Sociliter : Innovations sociales/ technologies/  
entrepreneurs du changement : *Une solution pour reloger les SDF*  
n° 7 octobre-novembre 2014.  
ISSN : 2270-6410  
Numéro de commission paritaire:1118 K 92060

GARDELLA Edouard & LEMENER Erwan  
*SDF et Répression L'Harmattan*, Dossier Sciences  
Humaines et Sociales p. 71-81

ROUYA-LAMBERT Sophia  
*SDF et citoyens dans l'espace public*  
Les annales de la recherche urbaine n°90

## Filmographie

La crise  
Coline Serreau : 1992.

L'enfant sauvage  
François Truffeau : 1970.

## Reportage

Envoyé spécial: 115 DP (d'un particulier)  
FRANCE 2 : 17.01.2013  
Un reportage de Laurent Hakim et Mathieu  
Niewenglowski

« Le repos du Fakir »  
Vidéo de Gilles Paté et Stéphane Arguillet (2003)

## Sites internet

[www.vosdroits.services-public.fr](http://www.vosdroits.services-public.fr)

[www.le-115-du-particulier.fr](http://www.le-115-du-particulier.fr)

[www.insee.fr](http://www.insee.fr) : L'hébergement des sans-domicile en 2012.

[www.designboom.com](http://www.designboom.com)

[www.theguardian.com](http://www.theguardian.com) : London youth homelessness charity struggles to cope with growing demand.

[www.maxisciences.com](http://www.maxisciences.com) : La maison œuf - Daihai Fei  
[www.inegalites.fr](http://www.inegalites.fr)  
Pourquoi les sans domicile fixe refusent-ils d'être pris en charge? 2009

[www.memoireonline.com](http://www.memoireonline.com)

Organisation du dispositif RMI et impact sur le parcours d'insertion professionnelle des allocataires RMI. Quels sont les freins institutionnels qui influent sur les parcours d'insertion?  
Dominique Bouriez : Année 2006-2007

[www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) Plus nombreux, les SDF vivent aussi dans des conditions plus difficiles qu'en 2001.  
Isabelle-Lefebvre : Novembre 2014

[www.scienceshumaines.com](http://www.scienceshumaines.com)

Qui sont les sans domicile fixe?  
Gilles MARCHAND : Janvier 2003

[www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)

« Quand vous êtes SDF, le téléphone c'est votre dernière adresse. »  
Céline AGOSTINI : 2013

## Iconographie

Le copyright de chaque image du corpus appartient aux entreprises ou auteurs respectivement cités. Malgré les recherches entreprises pour identifier les ayants droit des images reproduites, l'étudiant-rédacteur s'excuse pour les oublis éventuels et se tient à la disposition des personnes dont involontairement, il n'aurait pas cité le nom.

p.10 : © Christophe Brachet  
*Projet SDF*, 2009  
Paris

p.12 : © Krzysztof Wodiczko  
*Homeless Vehicle*, 1988-89  
Mixed media  
Pictured: Variant 3 of 5  
Courtesy Galerie Lelong, New York

p. 13 : *ibid.*

p. 18 : © Asso Amelior.  
*Marché des Biffins*, 08-09-2014  
20<sup>e</sup> arrondissement - Paris

p. 21 : © D. R.  
*WheelLy*, 2005  
Rome

p. 22 : *ibid.*

p. 25 : © D. R.

p. 27 : © Young & Rubicam (Y&R)  
*En guerre contre l'exclusion*  
Armée du Salut, 2014  
Paris

p. 28 : © BDDP & Fils  
*En CDI et SDF*  
Fondation Abbé-Pierre, 2014  
Paris

p. 30 : © Michael Rakowitz  
*ParaSITE, 1997*  
Manhattan

p. 31 : *ibid.*

p. 34 : © Skid Robot  
Septembre, 2014  
Los Angeles

p. 37 : © D. R.

p. 38 : © D. R.

p. 39 : © Spring Advertising  
*Rain City, 2013*  
Vancouver

p. 40 : © D. R.

p. 42 : © D. R.

p. 43 : © D. R.

p. 44 : © D. R.

p. 45 : © D. R.

p. 46 : © D. R.

p. 48 : © Sipa  
*Les enfants de Don Quichotte, 2006*  
Canal Saint-Martin, Paris

p. 49 : © Nicolas Charrol  
2012

p. 51 : © Raising the Roof  
*À la place des sans-abris, 2013*  
Canada

p. 52 : © filmcity  
2013-2015

p. 53 : © D. R.

p. 55 : © D. R.

p. 56 : © D. R.

p. 62 : © Cienpies Design  
*Emmaüs Connect*

p. 63 : © Toit à Moi

p. 74 : © Beijing Times  
*La maison oeuf, Dai Haifei, 1-12-2010*  
Beijing

p. 75 : © Frédéric Florin  
L'alsace.fr, 25-01-2014

p. 76 : © D. R.  
*Concours Shelter in Cart, 2008*

p. 77 : © D. R.  
*Concours Shelter in Cart, 2008*

## Colophon

Auteur : Eloïse BERNARD

Font

Libre Caslon Text Beta 34 de Pablo Impallari  
Bariol, Fonderie Atipo

Papier Antalis

Pop'Set Ficelle 240 g  
Cyclus Print 115 g

Conception éditoriale : Eloïse BERNARD

Impression

Agi Graphic, La Souterraine

Mémoire édité à 15 exemplaires dans le cadre du DSAA  
Design responsable et éco-conception (Design d'Espace)  
La Souterraine, janvier 2015.

Lycée des métiers du Design et des Arts Appliqués  
Raymond Loewy, La Souterraine.

## Résumé

Depuis une trentaine d'années, le nombre de sans domicile fixe en France ne cesse d'augmenter. Ces individus, dépourvus d'un habitat, de biens et exclus socialement, se voient contraints d'arpenter nos espaces publics, et plus précisément nos hypercentres pour y vivre. En effet, ces espaces de concentration sociale, économique, politique et culturelle proposent, par leurs activités, diverses ressources répondant aux besoins vitaux des SDF. Les sans-abris vont alors s'approprier en investissant et domestiquant ces espaces publics qu'offrent nos hypercentres ainsi que leurs périphéries pour bénéficier du confort tangible qu'elles leur donnent. Comment ces personnes peuvent-elles s'approprier et domestiquer l'espace public qui n'est, à l'origine, pas conçu pour d'une telle fonction ? En agissant de la sorte et en exhibant leurs activités quotidiennes, ils vont à l'encontre du désir de propreté de nos sociétés contemporaines qui sont, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, largement influencées par le courant hygiéniste. Ainsi nos villes nous proposent un cadre de vie organisé, hiérarchisé, propre... Or, les sans domiciles fixe, portant les stigmates de leurs conditions, les stéréotypes de leur catégorisation et adoptant un mode de vie en marge de nos règles d'usages de l'espace public, nous renvoient une image négligée, dangereuse et faussée d'eux-mêmes. Ainsi une certaine dualité entre les SDF et les citoyens s'installe au sein de l'espace public. Comment les SDF questionnent-ils notre rapport à l'espace urbain ? Les comportements et réactions que nous adoptons à leurs égards sont problématiques, aussi bien pour eux que pour nous. L'État, bien conscient des enjeux et problèmes que soulève cette situation, tente d'accompagner les SDF pour les épauler face à leur quotidien tout en les dirigeant dans une démarche de réinsertion. Face aux différents degrés de désocialisation que connaissent ces individus à cause de leurs situations, des règles de

vie sont obligatoirement définies. Celles-ci semblent, au premier abord, servir le bon fonctionnement de ces structures tout en offrant un cadre de vie normé et strict réhabituant ainsi les sans-abris à un mode de vie plus conventionnel. Mais comment ces structures peuvent-elles répondre à la situation de chacun ? Ne pouvons nous pas déceler une face cachée, un but derrière ces règles ? Quoi qu'il en soit, par ces dysfonctionnements plus ou moins notables, un manque d'efficacité de la chaîne de l'assistantat est à considérer. Le design d'espace ne pourrait-il pas jouer le rôle de médiateur entre les besoins des SDF et ceux des citoyens au sein de l'espace public ?

